

...bis

...bruxelles informations sociales

Octobre 2017
n°175



À QUOI BON ?

Médiatiser le social

CBCS | 

CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

En partenariat avec
Espace Social Télé-Service

À quoi bon ? Médiatiser le social

Dossier coordonné par Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl

JOURNALISME SOCIAL ?

Journalisme social : hier et aujourd'hui, quelles différences ?

3

Avec Marc Sinnaeve, professeur à l'IHECS, Martine Vandemeulebroucke et Hugues Dorzée, journalistes

Un problème de couverture. La presse généraliste et le sans-abrisme à Bruxelles

9

Par Cécile Vanden Bossche, CBCS asbl

Regard sur...

14

Filip Keymeulen, travailleur de rue et « journaliste »

FACE À FACE...

Le social : boycott journalistique ?

17

Interview de Martine Vandemeulebroucke, journaliste pour Alter Echos, blog Amnesty International

L'humain, un outil pour médiatiser le social...

21

Interview de André Linard, retraité, ancien secrétaire général du Conseil de déontologie journalistique (CDJ)

POINTS DE VUE...

Parler social en 7 minutes ? La question est là, mais aussi ailleurs...

24

Interview de Benoît Feyt, journaliste RTBF pour l'émission « 7 à la Une »

À la recherche du temps long. Où quand l'instantanéité se transforme en temps perdu

27

Par Martine Cornil, chargée du projet de colloque « Arrêt sur images » pour Espace Social Télé-Service

DE VRAIS ENJEUX !

Pourquoi médiatiser les questions sociales ? De quelle parole médiatique voulons-nous ?

30

Avec Christine Mahy, Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté et Nicolas De Kuyssche, Le Forum-Bruxelles contre les inégalités

CONCLUSION

« Comprendre, ne pas juger »

37

Par Stéphanie Devlésaver, CBCS asbl

L'information sociale : zapper ou coopérer ?



CONSEIL BRUXELLOIS DE
COORDINATION SOCIOPOLITIQUE

Bis n° 175 - octobre 2017

Bruxelles Informations Sociales est la revue
périodique du Conseil bruxellois de coordination
sociopolitique asbl.

Éditeur responsable

M. Charles Lejeune
Rue Mercelis 27
1050 Bruxelles
T. 02 511 89 59
info@cbcs.be / www.cbcs.be

Conseil d'administration

Ballant Catherine, Cocu Christophe, Colle Eric,
Degouis Anne, Dumont Marc, Dupuis Yves, Gonçalves
Manu, Kempeneers-Foulon Thérèse, Lejeune Charles,
Maun Jacqueline, Meersseman Marie-Christine,
Nieuwenhuys Céline, Nzuanzu Germaine, Pahud
Solveig, Pettiaux Michel, Roland Michel, Schoemann
Pierre, Vandroogenbroeck Dany, Vanhessen Christine,
Verhaegen Lydwine, Vinikas Bruno et Zaitouni Fatima.

Coordination du CBCS et de sa revue

Alain Willaert / awillaert@cbcs.be
Stéphanie Devlésaver / sdevl@saver@cbcs.be

Conception graphique, mise en page et production

Studio Witvrouwen / www.witvrouwen.be

Photos

Bénédicte Maindiaux / www.benedictemaindiaux.com
Michel Clair, pp. 8 et pp. 26.

Collages

Stéphanie Devlésaver
Cécile Vanden Bossche, p. 12.

Les articles signés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Les articles et extraits d'article ne peuvent être
reproduits qu'avec l'accord de la rédaction.

Diffuser des sujets sociaux aujourd'hui serait une source de zapping, de perte d'audience et donc de pertes publicitaires. Les questions sociales, les causes de la pauvreté, cela n'intéresserait pas les gens, elles ne concerneraient qu'une infime partie, démunie, de notre population, et elles ne rapporteraient rien ni économiquement ni symboliquement parlant. Ce sont des sujets qui ennuiant, surtout dans une société de la spectacularisation et de "l'infotainment" qui doit plaire et divertir, à tout instant ! Alors, franchement, pourquoi insister ? Changeons de sujet pour notre dossier et passons à autre chose ?...

Pas question ! Quand on mange mal, on oublie la saveur des bons aliments. C'est exactement la même chose pour l'information : plus on est assailli d'actualités dites "tendances", plus notre cerveau s'embrume...

Alors, même si le journalisme social, il faut le reconnaître, est bien mal en point : raboté, technicisé et dépolitisé, formaté par le modèle du capitalisme dominant (lire p. 3) ; même si la veille médiatique réalisée durant un an par La Strada sur le thème de la pauvreté (lire p. 9) confirme un traitement de l'information sociale tellement partiel qu'il en viendrait à offrir un regard tronqué sur les réalités sociales, il existe, d'autre part, de nombreuses volontés de faire autrement, des alternatives. Soit à l'intérieur des médias traditionnels, soit à côté. De petites pépites, si petites que nous ne prendrions pas (plus) le temps de les lire (lire p. 14) ?...

En tant que citoyen, lecteur, journaliste, politicien, chargé de communication, travailleur social... les responsabilités sont partagées. He non, le professionnel du social n'est pas le chevalier blanc sans critique - puisqu'il aide les autres -, face aux grands méchants médias ! Martine Vandemeulebroucke et André Linard, tous deux au parcours professionnel situé entre le journalisme et l'associatif, nous racontent les perceptions des uns et des autres, l'au-delà des apparences, les malentendus, les points communs (lire pp. 17-21). Et expliquent en quoi mieux se comprendre et dépasser la caricature, le rejet stérile, pourrait constituer une troisième voie. Pour aller au-delà des aveux d'impuissance du travail social (lire p. 27), Christine Mahy (secrétaire générale et politique du RWLP) et Nicolas De Kuyssche (Directeur du Forum-Bruxelles contre les inégalités) invitent à repenser nos liens avec le monde de la presse avec ce même enjeu à la clé (lire p. 30) : "être nommé même si", "discuter de ce qui touche à l'organisation politique, à la vie des gens" afin que le social prenne part, au même titre que l'économie, la politique... au débat de société. Tout simplement.

Stéphanie Devlésaver, chargée de publications, CBCS asbl





« Le social est
considéré comme
un non-genre »

Marc Sinnaeve / p. 5

JOURNALISME SOCIAL

hier et aujourd'hui, quelles différences ?

Il y a 40 ans, à la question "c'est quoi être un bon journaliste ?", on aurait sans doute répondu à peu près ceci entame Marc Sinnaeve, professeur à l'IHECS: "quelqu'un qui fait comprendre les enjeux sous-jacents à des sujets comme les taux hypothécaires, le marché immobilier... tout en intéressant les gens", résume-t-il. Et Aujourd'hui? "C'est une personne réactive, la première sur la balle, capable de tenir l'antenne pendant 2h s'il le faut!". Il n'y a pas photo. Entre hier et aujourd'hui, le métier de journaliste se serait considérablement métamorphosé. Avec quelles conséquences sur le traitement de l'information, notamment sociale? Explications avec Marc Sinnaeve, Martine Vandemeulebroucke et Hugues Dorzée.

Faire vivre l'événement, à tout prix

Le professeur de l'IHECS donne pour exemple particulièrement parlant celui de la médiatisation des attentats terroristes en Europe: «en direct, le journaliste amplifie un degré d'émotion, déjà élevé au départ, avec un degré d'information qui est nul. Il fait vivre l'événement, mais sans distance, sans traitement, jusqu'à rendre les auditeurs malades de leur propre émotion. Sans aucun enrichissement de l'information par rapport à son état brut».

Le constat peut sembler dur, mais les témoignages de deux ex-journalistes du quotidien Le Soir, Martine Vandemeulebroucke (Alter Echos et blog Amnesty) et Hugues Dorzée (Imagine Demain le Monde) vont exactement dans le même sens.

“ Hugues Dorzée, journaliste, rédacteur en chef du magazine Imagine Demain le Monde

Après 18 ans, j'ai décidé de réorienter ma carrière. L'équipe d'Imagine m'a proposé de reprendre le projet. Et cela tombait bien, j'étais usé, pour une série de raisons. Le projet du journal Le Soir ne correspondait plus à mes

valeurs, mes attentes. J'avais envie de ralentir un peu. (...) Je fais partie de cette génération qui a été confronté au **big bang numérique**, suivi de toute une série de répercussions sur le métier de journaliste. La presse quotidienne est devenue de plus en plus **dure, productiviste**. Le journaliste doit être aujourd'hui bi-tri-média : écrire le journal papier, être prêt le lendemain pour animer des blogs... on attend énormément de la part de la profession et on lui donne paradoxalement de moins en moins de temps. Résultat : les conditions sociales relatives au statut de journaliste se dégradent. Le recours à des freelances est pratique courante, la flexibilité demandée est toujours plus importante alors que les rémunérations sont de plus en plus basses. L'Association des Journalistes Professionnels est d'ailleurs aux aguets. Selon moi, **on ne peut dissocier le statut social du journaliste et sa précarisation de la question de la dégradation de la qualité de l'information.** ”

Journalisme Social ?





“ Martine Vandemeulebroucke

D'un temps où, nous les journalistes, on arrivait avec nos informations (récoltées via nos informateurs, le terrain...) auprès des chefs de service, nous sommes aujourd'hui passés à une **structure « top-down »** : c'est la rédaction en chef ainsi que les chefs de service – les journalistes assis – qui décident quels seront les sujets du jour. Et le journaliste doit obéir : **il n'est plus qu'un exécutant d'un ordre du jour déterminé le matin...** C'est insupportable ! **Et cette manière de se plier tout le temps au côté sensationnel, à l'immédiateté...**

Un souvenir très symptomatique : en chemin pour assister à une conférence de presse sur ce qu'allait être le plan hivernal – non pas pour faire un compte rendu mais pour analyser la situation, juste après la sortie de la crise de l'accueil des demandeurs d'asile – la rédaction m'enjoint de rebrousser chemin. La démarche était jugée inintéressante, mieux valait attendre l'hiver pour faire des reportages sur place ! En d'autres mots, la pauvreté, les sans-abris, les demandeurs d'asile dans la rue, cela intéresse le public quand ils sont dans le froid, mais l'analyse politique de comprendre ce que les autorités ont prévu (ou pas), cela n'intéresse personne ! ”

Les journalistes ne mâchent pas leurs mots : **productivisme, réactivité, dégradation de la profession et de la qualité de l'information...** Mais après quoi courent-ils tous ?... Marc Sinnaeve rappelle combien, déjà bien avant Internet, l'avènement de la télévision, dans les années 1950, et la libéralisation de l'audiovisuel à partir de la moitié des années 1980, ont conduit à des transformations considérables, dans le monde de la presse écrite notamment. "La télévision, en tant que principal véhicule de la publicité, devient un enjeu économique très fort, voire incarne un pouvoir symbolique en matière de représentation du monde". **La presse écrite** se voit contrainte de passer des accords avec ce nouveau média roi pour survivre et **aligne de plus en plus sa propre "grammaire" sur le format télévisuel pour conserver un part du gâteau : concision, rapidité, large place donnée au visuel...** Et tant pis, si cela ne lui correspond pas ! Le professeur nous rappelle une époque (oubliée) où le journal Le Monde s'ouvrait sur des pages entièrement en noir et blanc, sans aucun visuel pour illustrer les articles. Difficile à croire quand on observe actuellement la profusion de visuels à travers tous les médias. Même la radio a sacrifié en quelque sorte ce délectable mystère d'une voix sans visage pour donner à voir les plateaux radio en direct. A tout instant. **Tout, absolument tout doit être vu.** La question du "pourquoi montrer" semble balayée d'un revers de manne publicitaire, en regard du dogme du "tout-à-la-transparence"...

Info globale, technicité et dépolitisation

Dans le prolongement de cette explosion du média télévision, les progrès techniques ne cesseront d'évoluer dans les années 1980 - informatique, révolution numérique, diversification des médias... – jusqu'à cette proclamation de l'entrée dans une nouvelle ère de l'économie, à savoir, **"l'économie de la connaissance, de l'information et de la communication".**¹ C'est d'ailleurs en 1995, en présence, fait exceptionnel, de représentants d'entreprises électroniques et aéronautiques que les sept premières puissances économiques mondiales, réunies au sommet du G7 à

Bruxelles, entérinent officiellement la notion de « société globale de l'information » : une société dans laquelle les informations n'ont pas de frontières et doivent circuler librement, livrée aux acteurs du marché global.

Ce nouveau modèle économique dont les nouvelles balises et mesures sont l'instantanéité et la compétitivité, va, de manière insidieuse, transformer considérablement le visage de la société dans son ensemble : la sécurité collective, la solidarité institutionnelle, le long terme sont balayés pour laisser place au court terme, au changement permanent. Non sans impact sur les lieux et instances de la vie sociale tels que les systèmes de production, de commerce et de distribution, l'usage des biens et services, les flux financiers, les entreprises, les services publics, le travail humain, bref la vie elle-même. Et, bien entendu, la nature même de l'information.

De ce point de vue, soutient Marc Sinnaeve, **la pensée de la société de l'information actuelle est le plus souvent un "impensé" du modèle capitaliste dominant** : "la dépolitisation de la pensée et du discours public est en marche sous l'effet de la sacralisation technologique. C'est ce qui permet, par exemple, à certains esprits de vouloir faire correspondre la « taille » de la démocratie à l'intensité de la circulation des bits dans les réseaux, puis à celle de l'interactivité 2.0".

Le journalisme lui-même, jusque-là dissocié des métiers techniques de l'information, va se retrouver sous l'empire et l'emprise des nouvelles technologies de l'information et de la communication ou NTIC.² Pour Marc Sinnaeve, on assiste à **une professionnalisation du métier de journaliste** : une formation toujours plus poussée (on apprend moins "sur le tas") et **une forme de technicisation qui, graduellement, va marginaliser les contenus, en amoindrir l'importance**, le critère d'excellence étant la réactivité dans un format adéquat et exploitable de manière multi-support. Pour le professeur, « la technique devient un langage de l'information elle-même, une nouvelle grammaire des médias » : le journaliste doit et devra pouvoir composer avec tous les nouveaux métiers du web (web-éditeur, codeur, community manager, data-management...), devenant lui-même, de plus en plus, **un « technicien » de l'information**.

Le social, un "non genre" ?

Si la technique ne cesse de rogner un peu plus sur le temps de l'analyse, pour Martine Vandemeulebroucke, **l'espace laissé au traitement des questions sociales aurait cependant toujours été particulièrement étroit**. "Dès le début de ma carrière, je me suis heurtée à un manque d'intérêt de la part de ma hiérarchie". Il y a toujours eu des sujets qui ont été difficiles à mettre dans le journal. A titre d'exemple, elle cite la question de la toxicomanie, uniquement abordée, dans les années 1980, du point de vue policier : les prises, les sanctions, ... "Quand j'ai suggéré de partir du vécu des toxicomanes eux-mêmes et de ceux qui les soignent, on m'a regardée comme si je venais de la planète mars. J'ai eu toutes les peines du monde à faire entendre ce point de vue", se souvient-elle. "Le réflexe de sortir de son bureau, d'aller sur le terrain, de rencontrer les gens, n'était pas présent ! L'information était donnée par les voies institutionnelles, et exclusivement par elles, confie la journaliste, à savoir, la police, le parquet, les politiques".

Les soutiens sont rares pour travailler autrement. Quand elle se bat avec sa collègue, Bénédicte Vaes, aujourd'hui disparue, pour avoir une page « informations sociales », elles obtiennent pour toute réponse que « si on parle de l'information politique, institutionnelle, etc., **on parle forcément du social !** ». Marc Sinnaeve, bien qu'il s'accorde avec cette idée selon laquelle "tout journalisme est, par essence, social" (dixit Marcel Leroy, figure phare de l'information sociale aujourd'hui retraité), constate pourtant un sacré déclasserement éditorial du social. Conséquence d'une dévalorisation culturelle, idéologique, économique ? ... Toujours est-il que la rubrique sociale est passée de "Politique et sociale" à "Economie et sociale", laquelle a muté à son tour en rubrique "Economie et financière", tout à fait représentative d'une société capitaliste. Même sort réservé aux cahiers ou suppléments des quotidiens Le Monde et Libération, pour ne citer qu'eux.

Ce qui complique l'accès à l'information sociale, mais également à sa diffusion. Si on souhaite faire passer une information sociale, à qui s'adresser ? ... "Difficile de trouver un interlocuteur, confirme le professeur de journalisme, comme le groupe des journalistes sociaux n'existe plus, on est réduit à la débrouille... En fonction de la problématique qui nous préoccupe - Jeunes, toxicomanes, migrant, emploi, ... - il s'agira de deviner qui couvre ce type de sujet : la question de l'emploi pourrait par exemple être abordée sous la rubrique "Economie" ou "Politique", voire "Europe" ... **"Le social est en fait considéré comme un non-genre"**, conclut Marc Sinnaeve. D'ailleurs, il n'exigerait aucun pré-requis en termes de travail journalistique. "Pour faire du social, l'idée qui circule dans nombre de rédactions est qu'il suffit d'aller sur le terrain, de rencontrer les gens, de mettre le micro sous leur nez et de demander pourquoi ils ne vont pas bien".

En 1994, la Commission européenne se soucie de la question et lance une grande action de sensibilisation à destination des écoles de journalisme à travers l'Europe. Objectif : **pallier ce déficit de médiatisation des questions sociales dans les grands médias d'information**. Dans ce cadre, l'IHECS participe à un colloque, mais aussi à un concours de journalisme social destiné aux étudiants d'écoles de journalisme de tous les pays membre de l'EU. A la clé, la publication du meilleur article, traduit, dans l'ensemble des journaux européens partenaires, le but étant de sensibiliser à la fois les formateurs et les éditeurs. "C'est une école grecque qui a remporté le concours, se souvient Marc Sinnaeve, mais à la suite de cette expérience, nous avons créé, chez nous, deux cours d'informations sociales. Nous étions convaincus !"

Négation de certaines réalités...

Un cours de 2h par semaine en première année de master relate l'histoire du mouvement ouvrier, puis s'élargira au fonctionnement et aux politiques **du modèle social belge** (questions au-

1 En 1994, rappelle Marc Sinnaeve, le vice-président des Etats-Unis Al Gore annonce son projet d'« autoroutes de l'information », comme nouvel âge de la démocratie.

2 La Haute école de l'IHECS est particulièrement représentative de cette évolution de la profession : en 1990, l'école comptait 500 élèves sur 4 ans. En 2015, ce sont 2500 élèves qui fréquentent les filières de formation en information et communication.

tour du travail, du salariat, de la sécurité sociale...). Un second cours intitulé **"Les oubliés de l'information"** [Lire p. 7 : "Un cours pour réinterroger la médiatisation dominante"] s'intéressera plus particulièrement à **la médiatisation de la question sociale contemporaine**. Le postulat de départ : **la question sociale se définit notamment à travers la manière dont elle est médiatisée**. Marc Sinnaeve s'explique : "depuis 1980, la question sociale, dans les médias, est réduite à la question de la pauvreté et des "exclus" qui rigidifie le propos, le catégorise et en fait un cliché figé. La figure majeure de la médiatisation de la question sociale, c'est d'ailleurs le SDF, poursuit-il. Or le sans-abrisme représente une toute petite part de l'ensemble des problématiques d'appauvrissement. Mais en tant que figure extrême et particulièrement exposée, elle correspond tout à fait à la société de l'image dans laquelle on vit. Les autres réalités - le mal-logement, les inégalités en matière de santé, d'éducation, d'accès à la justice... - sont moins visibles, voire invisibles. Il faut se bouger, y consacrer du temps pour les traiter. Le SDF, on sait où il est, il n'y a même pas besoin de prendre rendez-vous avec lui !", ironise-t-il.

Résultat : les médias ciblent les pauvres installés dans la pauvreté depuis longtemps, sans déconstruction du phénomène. Pour Marc Sinnaeve, **« la médiatisation actuelle reste trop sur l'individuel, l'anecdotique**. Dans la couverture journalistique dominante, on reste dans le compte rendu plus ou moins bien ou mal fait, plus ou moins stigmatisant ou, au contraire, bienveillant d'une « épreuve personnelle de milieu ». (Mills,³) Mais cette épreuve personnelle est rarement traduite en enjeux plus structurels, ce que Mills appelle une "question publique" : le droit au logement, le mal-logement ou les inégalités dans l'accès au logement décent. Ce qui revient à nier toute la question de la précarisation sociale, de l'appauvrissement de couches toujours plus grandes de la population et de la dynamique des inégalités. **« On ne parle pas des mécanismes qui rendent pauvres, on ne touche pas aux causes de la pauvreté. On n'aborde pas non plus (ou très peu) la question des inégalités sociales**. Or s'il y a appauvrissement d'un côté, c'est pourtant bien qu'il y a aussi enrichissement de l'autre », fait-il remarquer.

Martine Vandemeulebroucke confirme : si la question de la pauvreté est bien "le fil rouge" depuis toujours en matière d'informations sociales, "pas question de l'aborder comme phénomène structurel ni de parler des raisons pour lesquelles ce phénomène perdure, ce n'était tout simplement pas possible à la rédaction du Soir", s'exclame-t-elle. Pourquoi ? L'équipe de journalistes et la rédaction étaient majoritairement issus d'un milieu hyper bourgeois, proche du pouvoir, éloigné des réalités vécues par des milieux plus populaires. Elle se souvient notamment, dans le milieu des années 1980, de l'explosion du chômage et des premières grosses manifestations des jeunes pour l'emploi : "les personnes à la tête de la hiérarchie du journal ne comprenaient pas qu'on puisse ne pas trouver du travail en sortant de ses études"... Ce phénomène de négation de la réalité l'a toujours sidérée et ne cessera de s'amplifier avec la crise de la presse.

3 Selon le concept du sociologue américain Charles Wright Mills (1916-1962), analysé par Jacqueline Fastrès dans « Le rôle des médias dans la question publique : l'œuf ou la poule? », *Intermag*, octobre 2008. http://www.intermag.be/images/stories/pdf/media_associatif.pdf

4 Alain ACCARDO, 1995, *Journalistes au quotidien. Outils pour une socioanalyse des pratiques journalistiques*, Le Mascaret.

"Le début des années nonante peut être considéré comme l'époque la plus constructive pour l'information sociale, témoigne la journaliste, il y a un intérêt plus marqué grâce à des journaux comme Libération, c'est à ce moment que Le Soir crée des pages "Société". Mais très vite, quand la crise de la presse commence à se profiler très nettement, "ce souhait de faire de l'actualité sociale se mue en **une obsession d'être proche des gens. Ce qui ne veut pas dire pour autant faire du social**", précise-t-elle. Et elle dénonce cette volonté de la part de la direction de "coller" à son lectorat, avant tout pour des raisons commerciales : " parlons de sujets qui intéressent directement nos lecteurs. L'avenir des CPAS, les pauvres, cela ne les intéresse pas". Tout simplement.

Le social : source de zapping ?

Enfin, au-delà de toutes ces évolutions - métier de journaliste, technologie, presse... - **le genre social aurait lui-même subi**, selon Marc Sinnaeve, **une dévalorisation conceptuelle ou idéologique dans la société**. "Avant, quand on parlait du "social", on pensait aux droits sociaux, à la protection sociale ou encore au social comme source de démocratisation et de moteur économique, développe-t-il. Aujourd'hui, il est synonyme d'aide sociale, d'assistance sociale, de problèmes sociaux, voire de cas sociaux". Le social aurait basculé selon lui dans **une forme de négativité là où hier encore il incarnait une positivité au sens de "progrès social"**. "Pour un jeune, le social aujourd'hui, c'est l'humanitaire, le Samusocial qui fait ses maraudes et Médecins du Monde... Avec tout le respect que j'ai pour ce travail-là !" **Dans la hiérarchie éditoriale, le social devient apparenté à quelque chose de négatif, la lie de la société**. "Qui a encore envie de faire "du social", interroge le professeur, alors que les collègues vont interviewer une vedette de foot, un Premier ministre, un directeur d'entreprise, une réalisatrice?... La gratification symbolique professionnelle (Bourdieu) est bien moindre quand on fait du social, insiste-t-il. Or, comme l'a montré le sociologue Alain Accardo⁴, de l'école bourdieusienne, elle est d'autant plus importante aujourd'hui qu'elle vient compenser la précarisation quasi générale de la rémunération et des conditions de travail des journalistes. Nous voilà de retour à la case départ... Crise de la presse, technicisation à outrance, instantanéité et dépolitisation du traitement de l'information sont les premiers ingrédients d'un journalisme social bien mal en point, semble-t-il. On ne s'arrête pourtant pas là. Dans les pages qui suivent, on tente de mieux comprendre la complexité des rapports de méfiance, séduction, malentendus, incompréhensions... si fréquents entre journalistes et professionnels du social. Et ce, afin d'aller tous dans une même direction, essentielle, indispensable, voire vitale : reprendre le temps de la respiration, **repolitiser notre regard sur la société**, refaire du lien entre travail social et actualités politiques et sociales.

À lire aussi
Grégory Derville, 1999,

« Le journaliste et ses contraintes »,
in Les Cahiers du journalisme,
ESJ Lille- Université de Laval.

"Un cours pour réinterroger la médiatisation dominante"

Pendant pratiquement 20 ans, entre 1994 et 2012, l'IECS a proposé deux cours d'information sociale, « ce qui est exceptionnel dans la formation des journalistes, tient à souligner Marc Sinnaeve : il existe bien, ça et là, un cours de droit social, mais cela s'arrête là ». Or, un cours tel que "Les oubliés de l'information" est, pour lui, essentiel afin de **réinterroger la médiatisation dominante** : « Quelle médiatisation de la question sociale par rapport à la définition que l'époque en donne ? Comment fait-on pour faire un peu mieux, un peu moins mal... Si vous n'êtes pas dans les conditions de faire un sujet valable, ne le faites pas », renvoie de manière provocatrice le professeur, le but du cours étant de casser, ou pour le moins, d'interroger cette zone de confort qui fait naturellement aller les étudiants vers des interlocuteurs qui leur ressemblent. Par exemple, "quand je leur demande un travail sur la pauvreté, ils vont interviewer presque systématiquement des étudiants qui émargent au CPAS ou de jeunes artistes désargentés... Pourquoi est-ce si difficile pour eux d'aller vers les classes populaires?... Le cours a malheureusement disparu du programme en journalisme de l'IECS depuis 2014. "C'est ce cours qui a construit toute ma réflexion critique sur le journalisme, explique-t-il : la critique de l'information sociale fonctionne pour tous les autres domaines du journalisme aujourd'hui, c'est **comme une sorte de laboratoire**". Mais comme une infime minorité d'étudiants accrochaient au cours, au moment où il a fallu refondre les grilles suite à la dernière réforme, il a fait le choix du plus "consensuellement" utile et a conservé le cours sur le modèle social belge. Il se console en recyclant certains contenus en Education permanente dans un cours intitulé "Médias et approche de terrains socioculturels" : "Je vais faire travailler les étudiants sur "Viva for Life", se réjouit-il.

Marc Sinnaeve : Pour une approche plus problématisante du social...

" Quand on parle du SDF, on évoque peu son histoire, son parcours d'avant. On prend très souvent la situation personnelle la plus dramatique et on travaille sur cette dramatisation : comment vous en sortez-vous ? Pourquoi ne pas fréquenter les abris de nuit ? Vous avez un chien, une tente ?... On est sur toutes les questions du « comment ? », et on évacue le « pourquoi ». Au mieux, on a les causes immédiates et personnelles qui ont déclenché la situation d'appauvrissement d'un individu. Mais on ne prend jamais en compte son statut socioéconomique au moment où surgissent ces accidents de vie. Ce ne sont jamais que des éléments déclencheurs dans un contexte beaucoup plus large de fragilisation économique et relationnelle et qui fait basculer dans la désaffiliation sociale (Castel, 95). Il faut alors le capital socioculturel pour rebondir. C'est un leurre de dire que « tout le monde peut tomber dans la pauvreté de la même manière », souligne Marc Sinnaeve. Selon lui, le secteur social souhaiterait une **approche plus « problématisante » des questions sociales** : faire ressortir les enjeux, les questions publiques (Blairon) liées au social. A titre d'exemple, il cite les problématiques de non logement : « il serait utile de les replacer dans **un contexte plus global de mal-logement et d'inégalités en matière de logement** », précise-t-il. « D'où viennent ces inégalités ? Pourquoi ne pas insister sur le processus d'appauvrissement graduel : du mal-logement, la personne glisse très souvent vers le sous-logement, le logement temporaire et parfois, pour une petite part, vers le non logement (SDF) ».

*Marc Sinnaeve, professeur à l'IECS



« Plus le sujet
social est dépolitisé,
plus les médias
s'en emparent »

Cécile Vanden Bossche / p. 13

UN PROBLÈME DE COUVERTURE

La presse généraliste et le sans-abrisme à Bruxelles

Depuis deux ans, La Strada¹ réalise une veille médiatique liée à l'actualité du sans-abrisme en Région bruxelloise sur base de ce qu'on appelle une alerte Google. Dès que de nouveaux articles sont disponibles via internet, ceux-ci sont reçus automatiquement par courriel. Cette veille permet un travail d'observation du traitement médiatique de la problématique sur le long terme. L'occasion de nous interroger sur la couverture du sans-abrisme bruxellois dans la presse écrite généraliste en 2015-2016. Petit « Tour d'horizon » d'observations qui en disent long.

Quel secteur bruxellois, combien de sans-abri ?

Selon les résultats du dernier dénombrement² des personnes sans abri et mal logées en Région bruxelloise réalisé par le centre d'appui au secteur, la Strada³, depuis 2008, le nombre de personnes sans abri et mal logées observées a quasiment doublé. Dans la nuit du dénombrement du 7 novembre 2016, c'est un total de 3.386 personnes qui ont été comptabilisées sur une heure de temps (en rue, dans les services d'hébergement agréés et ayant trouvé par eux-mêmes des solutions alternatives extrêmement précaires). Fait particulièrement marquant: 60% des personnes dénombrées n'étaient pas prises en charge par un des services agréés du secteur. Cette aggravation de la situation est un symptôme témoignant d'un échec des politiques en matière de lutte contre le sans-abrisme. Bien qu'un objectif zéro sans-abris dans les grandes villes se profile comme un horizon difficilement réaliste, chacun était en droit d'espérer qu'au minimum le phénomène puisse être pris à bras le corps et nettement enrayé. C'est loin d'être le cas.

En Région bruxelloise pourtant, plus de septante associations francophones, néerlandophones ou bicommunautaires sont actives auprès des sans-abris. Celles-ci assurent différents types de service. De l'hébergement d'urgence ou de crise, des maisons d'accueil, de l'aide au maintien à domicile mais aussi de services de jour axés sur les besoins primaires des personnes, du travail de rue, des soins de santé et de l'accompagnement psychosocial.

Etant donné la complexité des problématiques rencontrées par les sans-abris et à fortiori des solutions à y apporter, le secteur s'est constitué, essentiellement depuis les années septante, en une mosaïque de services spécifiques venant suppléer aux manquements de l'Etat. Parce que la problématique de l'extrême pauvreté est plurifactorielle, les métiers du secteur sont multiples, les lieux de pratique aussi: en rue, en maisons d'accueil, en habitat accompagné ou hébergement de transit, dans les gares, dans les CPAS...

Un travail de l'ombre, la plupart du temps.

Enfin, pour qui ne connaîtrait Bruxelles que de loin, le complexe fonctionnement institutionnel de la région ne facilite pas la gestion de la problématique. Trois pouvoirs de tutelle la Cocof, la Cocom, et la VGC agréent et subventionnent la majorité de ces services, chacun selon des règles différentes. Par ailleurs, il existe une série de services sans reconnaissance officielle mais connus des usagers telles que des initiatives citoyennes, des squats et d'autres.

Vu du terrain

Dans un tel contexte, il est difficile pour les travailleurs de faire leur job "simplement" sans *alliances* pour optimiser les pratiques en travail social. Cette superposition d'instances rend impératif le

1 Le Centre d'appui au secteur bruxellois de l'aide aux sans-abris – la Strada. www.lastrada.brussels

2 Le dénombrement de la Strada a lieu tous les deux ans et produit une photographie de la situation à un moment donné, il présente donc une estimation globale de la situation

3 Rapport et infographie de synthèse: <https://www.lastrada.brussels/portail/fr/observatoire/denombrement/318-double-denombrement-des-sans-abris-et-mal-loges-en-region-de-bruxelles-capitale-7-novembre-2016-et-6-mars-2017>

travail de concertation entre partenaires et avec l'ensemble des services des secteurs associés.

Tout travailleur qui investit le secteur bruxellois de l'aide aux sans-abris est rapidement frappé par plusieurs réalités sur le secteur⁴ :

- En premier, l'insuffisance des possibilités d'hébergement⁵ au sein du secteur mais aussi le manque catastrophique de logements accessibles aux plus précarisés.
- Ensuite, la diversité des personnes à la rue ou menacées de l'être, de leurs trajectoires et difficultés et donc la nécessité de réponses diversifiées pour faire face à l'ensemble de ces situations.
- Enfin, « l'emplâtre » que constitue chaque année l'ouverture puis la fermeture d'un dispositif hivernal - n'entrouvrant que de rares portes vers des solutions de sortie du sans-abrisme - et pour lequel les financements augmentent pourtant d'années en années.
- Ces fondamentaux (la complexité du secteur – les réalités auxquelles il se heurte) forment un contexte évoluant, certes, mais qui s'inscrit dans une logique bien éloignée de politiques de prévention et de sortie du sans-abrisme.

Quelle couverture donnée par la presse ?

A Bruxelles comme dans d'autres grandes villes, la présence de sans-abris dans l'espace public est devenue une des formes les plus visibles de pauvreté. **Cette présence suscite, au rythme des saisons, pitié, indignation, hostilité ou circonspection au sein de la population.** Mais si les Bruxellois croisent tous les jours de plus en plus de sans-abris à mesure que les inégalités se creusent, cette situation tout à fait critique ne provoque finalement qu'assez peu de réactions politiques.

La problématique est-elle médiatisée ? Oui, mais de façon très spécifique.

De janvier 2015 à janvier 2017, les articles ont été récoltés par la Strada sur base des mots-clés : sans-abri ; sans-abrisme, sans logement adjoints aux termes Bruxelles ou Région bruxelloise, en français comme en néerlandais.

En terme de classification des articles au sein des rubriques, la rubrique « social » semble avoir été totalement évincée au profit de catégories très généralistes : Actualité, Belgique, Bruxelles, Politique belge, voire des catégories que l'on peut qualifier de « fourre-tout » : Société, fil d'info.

Sur l'ensemble des articles renvoyés par l'alerte⁶, on retrouve 50 % d'articles ayant trait au plan hivernal dont au moins la moitié

sont des dépêches Belga⁷, 29 % de faits divers, 10 % d'articles liés aux campements (principalement campement de migrants, mendicité)⁸, 8 % d'articles au sujet du Housing First, 8 % sur des innovations et actes de générosité (de particuliers ou d'entreprises), 2 % d'opinions ou cartes blanches et enfin 1 % de témoignages sur le vif, souvent de brefs « portraits » de sans-abris.

Vague hivernale

S'il y a bien **une approche du sans-abrisme relayée dans les médias**, c'est celle de **la gestion saisonnière** : La vague de froid, l'hébergement d'urgence et les distributions de repas font les gros titres⁹. Parmi les articles récoltés, 50 % ont trait à la situation hivernale, élaborés pour la plupart sur base de dépêches, certains sous forme de marronniers, d'autres un peu plus longs : « Plan hiver le Samusocial sature et demande l'augmentation de l'accueil. » « Près de 1250 places d'accueil pour le plan hivernal 2015 à Bruxelles »¹⁰ « Bruxelles : 900 SDF en moyenne hébergés par nuit cet hiver (ndlr : 2016) et un million d'euros dépensés »...

Dans cette optique, l'augmentation annuelle du financement du dispositif hivernal apparaît comme évolution nécessaire, inéluctable même, mais toujours incomplète, le financement devant être renforcé chaque année.

La toute grosse majorité des déclarations de politiques relatives aux possibilités d'hébergement ne concernent que les opportunités liées au dispositif hivernal laissant entendre que le flux est régulé d'année en année et délimite de la sorte le débat public. Or, depuis 2008, le nombre de sans-abris en RBC a plus que doublé.

Le reflet médiatique prégnant de la politique du thermomètre met en avant une vision spécifiquement humanitaire et assistancielle de la gestion du sans-abrisme. Elle entretient donc aussi une mauvaise compréhension des problèmes car cette approche n'a jamais réussi à diminuer le nombre de sans-abris en Région bruxelloise. Via les quotidiens, elle semble pourtant susciter un consensus, **une vision figée consensuelle d'un mode de gestion publique de la problématique que très peu viennent remettre en question.**

Faits divers

Les faits divers constituent la deuxième catégorie d'articles les plus récoltés. Beaucoup de brèves, en particulier publiées par le groupe Sud presse, font état de faits divers, même si ceux-ci ne sont pas automatiquement catégorisés comme tels. La quantité d'articles sensationnalistes (27%) et l'usage des termes relevés

⁴ Le constat semble être à peu de variation près identique en France. Lire à ce sujet Hébergement d'urgence : Quelle politique, une conférence débat de l'association Emmaüs, Etienne Pinte, édition Rue d'ULM, 2008

⁵ Pas spécifiquement en urgence mais de manière globale

⁶ Celle-ci n'a pas uniquement renvoyé des articles propres à la situation du sans-abrisme à Bruxelles

⁷ Les dépêches, informations brèves émanant d'une agence de presse ou d'un correspondant, transmises aux organes de presse, sont généralement reprises sans grandes modifications de contenu par les différents journaux. Estampillées Belga, le rédacteur de ces dépêches est anonyme.

⁸ Dans les articles à propos de la situation des migrants dans l'espace public, il est constaté que l'usage du qualificatif sans-abri n'est que très rarement utilisé. Seul le terme migrant apparaît. Le nombre d'articles au sujet de ces personnes sans logement dans l'espace public est donc en réalité plus élevé que ce que la veille automatique a pu relever.

⁹ https://www.rtf.be/info/regions/bruxelles/detail_plan-hiver-a-bruxelles-le-chauffoir-a-double-sa-frequentation-en-2016?id=9261638

¹⁰ <http://www.sudinfo.be/1130518/article/2014-10-22/pres-de-1250-places-d-accueil-pour-le-plan-hivernal-2014-2015-a-bruxelles>

(meurtres, agressions, fraude, clandestins...) amplifient les stigmates ordinairement présents vis-à-vis de la population sans-abri.

Des métaphores d'ordre naturaliste ou, principalement, des réactions édulcorées face à des situations gravissimes sont relevées. La DH, par exemple, dans un article titré « De plus en plus d'enfants vivent à la rue » parle de cette nette augmentation comme d'« un phénomène qui mérite une attention particulière ». Quand le média bruxellois Bx1 titre « Un sans-abri s'est effondré en rue Place Flagey »¹¹, il annonce simplement que les causes de son décès sont qualifiées de « mort naturelle » par la police. D'autres articles relatant les décès font état d'un « tragique concours de circonstances ». C'est sans faire état que la vie à la rue tue. En France, l'espérance de vie d'une personne sans-abri est chiffrée à 48 ans¹². C'est peu, surtout lorsque l'on sait que l'espérance de vie moyenne est de plus de 80 ans.

Le Housing First en exergue

En tant que Projet Pilote, et donc actualité, de nombreux articles (8%) font état des projets Housing First à Bruxelles et en Belgique. Le fait que la pratique innovante soit soutenue par les politiques publiques et que le budget de soutien ait été augmenté depuis 2014, n'est pas sans influence sur le nombre d'articles recensés à ce sujet. Une approche positive des actualités sectorielles n'est pas fréquente, mais dans le cas du Housing First, les termes recensés autour de la pratique sont particulièrement positifs (résultats spectaculaires, issue positive, prometteur...).

Force est de constater que d'autres thèmes eux aussi d'actualité n'ont pas du tout été traités sur la période évaluée. C'est le cas, par exemple, des effets de la répercussion des politiques sécuritaires sur les populations qui occupent l'espace public.

Les enjeux politiques en matière de gestion et d'incidence sur la pauvreté tout comme l'architecture de l'ensemble de la protection sociale sont rarement soulevés. A contrario, la responsabilité individuelle des sans-abris est souvent mise en avant comme en témoignent ces paroles d'un SDF : « (...) on a pris une résolution pour cette année : sortir de la rue. »¹³

D'autre part, les sites web de certains médias en ligne relaient facilement des vidéos¹⁴ ou images de *belles histoires* axées autour de cas de générosité comme « Au Vatican, des doubles cheeseburgers aussi pour les sans-abris » (RTBF) et beaucoup d'autres non dénuées de pathos souvent axées sur des modèles de *bons pauvres*¹⁵ telles qu'« un SDF m'a vraiment fait réfléchir sur le sort des pauvres. »¹⁶

Enfin, il a pu être constaté que plusieurs médias ne respectent absolument pas les prescrits déontologiques en matière d'illustrations et publient des « images volées » de personnes sans-abri manifestant ostensiblement leur volonté de ne pas être photographiées¹⁷.

Hiatus

De manière générale, l'information relative au sans-abrisme dans les médias de masse est tronquée. La majorité des travailleurs du secteur constatent combien il existe un sévère hiatus entre la vision relayée par les médias, les types de services existants et le vécu sur le terrain. En axant l'information autour d'événements qui n'en sont pas réellement - l'hiver, les faits divers... - la presse se fait le relais d'acteurs et de types de prises en charge dominants qui véhiculent et renforcent l'idée qu'il existerait une (des) solution-clé au défi du sans-abrisme.

→ Lire page suivante

11 <http://bx1.belnews/un-sdf-retrouve-mort-a-flagey/>

12 Source : Collectif des morts de la rue, Paris. Chiffres non disponibles pour la Belgique.

13 <http://www.lci.fr/societe/l-hiver-pour-nous-c-est-l-enfer-comment-les-sdf-bataillent-contre-le-froid-1501972.htm>

14 Il s'agit d'ailleurs parfois de véritables mises en scène sous forme de vidéo sur les réseaux sociaux. Pour exemple : <http://www.rtl.be/people/buzz/l-emouvante-video-de-thomas-le-sdf-qui-partage-ses-100-dollars-serait-une-mise-en-scene-malhonnete-video--688759.aspx>

15 https://www.rtb.be/infosolites/detail_un-boulangier-souhaite-ceder-son-commerce-au-sdf-qui-lui-a-sauve-la-vie?id=9218160

16 Mais aussi https://www.rtb.be/infosolites/detail_au-vatican-des-double-cheeseburgers-aussi-pour-les-sdf?id=9500846

https://www.rtb.be/infosolites/detail_un-boulangier-souhaite-ceder-son-commerce-au-sdf-qui-lui-a-sauve-la-vie?id=9218160

17 Pour exemple <http://www.lacapitale.be/1248155/article/2015-03-25/bruxelles-900-sdf-en-moyenne-heberges-par-nuit-cet-hiver-et-un-million-d-euros-d>

Chaque année, mille cas de tuberculose sont détectés en Belgique

le samedi 28 janvier 2017 à 08h56 - Mis à jour le samedi 28

De plus en plus d'enfants vivent dans la rue (INFOGRAPHIE)

SARAH FRERES Publié le mercredi 12 octobre 2016 à 09h02

Plan hivernal: le Samusocial sature et demande l'augmentation de l'accueil

ACTU BELGIQUE

fr_be&

Schaerbeek accepte d'héberger 250 SDF

ET J. TH. Publié le mardi 16 décembre 2015 - Mis à j

Météo: le froid s'installe durablement dans le pays

Des mendiants aux mains de trafiquants

La Libre.be - Annie Ma
vendes

Publié le vendredi 14 octobre 2016 à 11h12

Plus de sans-abri, dont des femmes, l'hiver dernier à Bruxelles

GA Publié le mercredi 01 avril 2015 à 17h10 - Mis à jour le mercredi 01 avril 2015 à 17h11

Objectif: 0% de sans-abri

CONTRIBUTION EXTERNE Publié le mardi 29 fé

«En 2015, je suis sans toit et toi?»

ulement montrer

SDF indésirables: le mobilier urbain rivalise d'imaginaire (photos)

actualité

Bruxelles: 900 SDF en moyenne hébergés par nuit cet hiver et un million d'euros dépensés

Rédaction en ligne

le d'information

arder les

Un regard pourtant très partiel qui n'invite pas à enrichir le débat démocratique. Qui, dans les médias, interroge les politiques sur les objectifs chiffrés qu'ils se sont fixés ? Sur le nombre de bâtiments vides appartenant à l'Etat ? Sur la forme que prennent l'action publique et les choix collectifs pour répondre à la problématique des inégalités ? Qui met en avant ce qu'on nomme accompagnement social comme outil permettant d'accéder à l'autonomie ? Qui a connaissance qu'à Bruxelles plus de 500 personnes bénéficient de ce qu'on nomme l'habitat accompagné¹⁸ ? Ces questions-là ne sont visiblement pas traitées. Sans doute parce que certains médias sont quelque peu assujettis à un pouvoir politique mais surtout aussi parce que les rythmes de production ont atteint des limites qui ne permettent plus de rédiger des articles de fond.

Seules les opinions et cartes blanches de travailleurs du secteur, représentants d'associations et d'ONG (2%) "plantent le décor" et inscrivent leur sujet dans un paysage à la fois politique et social¹⁹.

Dans le panel d'articles récoltés, domine l'impression que **plus la gestion du sujet est dépolitisée, plus les médias s'en emparent**. Une part impressionnante d'articles, souvent au format très court, font état d'initiatives généreuses (8%), souvent développées par des particuliers et présentées ordinairement comme des « solutions économiquement réalisables pour venir en aide aux sans-abris ». Pour exemple : sac de couchage qui se transforme en tente, frigos pour récupération de restes alimentaires, distribution de savons, ... Toutes généreuses qu'elles soient, **ces initiatives²⁰ présentées comme « solutions » n'apportent pas pour autant d'accès aux droits fondamentaux** (en matière de sécurité, domiciliation, d'accès à l'eau et l'électricité par exemple).

Sortir du bois

Si les articles généralistes renvoient le plus souvent une réalité déproblématisée et dépourvue d'ambiguïté, dans l'ensemble des articles consultés, certains se démarquent toutefois, entre autres en sollicitant des catégories d'interlocuteurs habituellement peu interpellés. Il convient aussi heureusement d'épingler des contributions journalistiques qui traitent plus "pleinement" de la problématique, comme certains longs formats de grands quotidiens francophones et néerlandophones²¹.

A ce titre, les médias en ligne néerlandophones De Redactie et Bruzz²² sont à épingler. Il est rare que leur contenu hebdomadaire ne contienne un article traitant de la précarité à Bruxelles, des politiques sociales, osant par exemple jusqu'à revendiquer le droit des sans-papiers à vivre en ville²³.

Il n'empêche, la lecture d'opinions et de cartes blanches rédigées pour la plupart par des professionnels du secteur renforce la sensation d'un grand écart face aux articles généralistes. La pro-

blématique est alors approchée dans sa globalité, les rouages du système sont perceptibles.

Un tel écart est-il pour autant irréductible ?

L'attente d'un traitement journalistique généraliste de la part de ceux qui travaillent sur le terrain peut se résumer en ces mots simples : cesser de parler des sans-abris seulement à travers des prismes trop récurrents (faits divers, hiver...), comme si le non accès aux droits n'était pas primordial. Comme si le rôle des travailleurs sociaux se cantonnait à la gestion d'un hébergement hivernal. Comme s'il ne fallait pas avant tout dépasser la gestion de la misère pour s'attaquer à ses causes. Comme si c'était seulement le problème de quelques-uns.

18 Selon les données de la Strada, 596 personnes en 2014.

19 Pour exemple : <http://www.lalibre.be/debats/opinions/objectif-0-de-sans-abri-5682bb493570ed3894d4b60e>, <https://www.revue-ballast.fr/entretien-chahr-hadi-abrisme/>

20 <http://www.7sur7.be/7s7/fr/1505/Monde/article/detail/2192621/2015/01/23/Un-sac-de-couchage-innovant-pour-aider-les-sans-abris.dhtml>

21 Pour exemple Annick Hovinne : [file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/20161212%20-%20La%20Libre%20Belgique%20-%2011%20y%20a%20de%20plus%20en%20plus%20de%20famille%20sans%20abri%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/Utilisateur/Downloads/20161212%20-%20La%20Libre%20Belgique%20-%2011%20y%20a%20de%20plus%20en%20plus%20de%20famille%20sans%20abri%20(1).pdf)

22 Soutenu par les autorités flamandes et VGC

23 <http://www.bruzz.be/nlactual/120-sans-papiers-straks-weer-op-saat-overal-weggejaagd>

REGARD SUR...

Filip Keymeulen, travailleur de rue et « journaliste »

« Jeune fille au parfum sur un boulevard sale », « Rudi déménage en camionnette avec un sac en plastique »¹. Deux titres d'articles choc que Filip Keymeulen, travailleur social chez Diogenes², a publié sur le média néerlandophone en ligne, De redactie.be. Une tribune médiatique en ligne peu classique que l'auteur a su saisir. Explications.

« J'écris beaucoup de textes, parfois juste pour « recadrer » des idées, mettre à plat des réflexions pour moi-même. Je ne manque pas de matière avec mon travail ! Comme je connaissais une personne à De Redactie, je me suis dit 'pourquoi ne pas essayer d'en publier ?' »... Sa méthode d'écriture consiste à raconter le travail de rue tout en modifiant les prénoms et en mixant les histoires pour que les personnes ne soient pas reconnaissables. « Le résultat n'est pas trop mal et, surtout, dit quelque chose de notre travail », explique Filip, à propos de sa démarche.

Ce partenariat audacieux avec De Redactie, il l'a initié, un peu par surprise. « De Redactie était très content avec ma première opinion envoyée.³ Ensuite, ils m'ont demandé d'en écrire cinq autres ! » Il suggère alors une parution entre Noël et nouvel an, une occasion « profitable », comme il l'explique : « Je préfère que la rédaction publie un article qui va un peu en profondeur plutôt qu'une fois de plus axé autour de sujets comme 'la nourriture, dormir, l'hiver...' ». Je tente de toujours faire passer certains messages, comme par exemple insister sur l'importance d'un travail de rue ancré sur le long terme, mais qui ouvre alors de véritables possibilités (de s'en sortir?)... »

Il constate que ses articles poursuivent leur vie sur les réseaux sociaux : « Le jour où la VRT a publié le premier article de la série de cinq sur sa page Facebook, il y avait beaucoup de commentaires d'un nouveau public, on pouvait voir que la réflexion se prolongeait,



cela faisait vivre le sujet». Ce jour-là, l'article en question a été le deuxième le plus lu et partagé sur le site de la VRT, même si, tempère l'auteur, «je pense que c'est parce que cette série de cinq articles est sortie à cette période de l'année!»

Les portraits dressés par Filip Keymeulen, malgré la gravité des situations, dépeignent une situation sans fard, sans verser dans le misérabilisme. «Ce que j'aimerais montrer à travers mes articles, c'est que ces personnes sans-abri sont des gens avec un passé, mais surtout un futur... Trop souvent, les sans-abris eux-mêmes ne peuvent imaginer que leur situation peut être différente. Il y a beaucoup de journalistes, mais aussi des personnes du secteur, qui ne voient pas qu'il existe d'autres solutions qu'offrir un lit pour une nuit, un repas gratuit. J'aimerais montrer qu'il est possible de faire autrement. (...) Si on reste là, à offrir un sandwich de temps en temps, cela ne fonctionnera pas.»

La collaboration entre le média et le travailleur de rue se poursuit. A ce jour (août 2017), neuf articles signés de sa plume sont parus sur la problématique du sans-abrisme. Filip prend l'initiative de proposer régulièrement des papiers, à différents moments de l'année. Et parce qu'il est témoin depuis la rue, il pointe les aspects confrontants de son quotidien, une foule de situations extrêmement 'kafkaiennes'. Les impossibilités de prises en charge de personnes sans-abris au sein de certains services n'en sont qu'un exemple parmi d'autres... Des espoirs, des enjeux, beaucoup de colère aussi. C'est que, conclut le travailleur de Diogenes «depuis le terrain, on doit réagir et ne pas laisser des situations comme celles des migrants aux mains de la démagogie de Théo Franken et de quelques partis politiques. Nous avons notre voix! Et on se doit d'être présents.»



1 Pour lire les articles en ligne, en néerlandais:

Meisje met een geurtje op een dirty boulevard:

- http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/opinieblog/opinie/kerstverhalen_brussel/1.2851429

Rudi verhuist met plastic zakje in een camionette:

- http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/opinieblog/opinie/kerstverhalen_brussel/1.2851360

2 Diogenes est une asbl qui réalise un travail de rue avec les personnes sans-abri: «Accompagnement des personnes vivant habituellement en rue, tout au long de leurs parcours dans la marginalité, uniquement sur leurs terrains de vie, dans le respect de leurs demandes, avec pour finalité la reconstruction de liens sociaux».

Lire plus sur: - <http://diogenes.wikeo.be>

3 Jordy, jeune homme de 19 ans retrouvé mort dans une tente près de Gand durant l'été 2016, oublié de tous, à lire en ligne:

- <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/opinieblog/opinie/1.2761750>

- <http://deredactie.be/cm/vrtnieuws/1.516538?text=filip+keymeulen&action=submit>



« L'associatif est
fortement inscrit
dans un courant
anti-média »

Martine Vandemeulebroucke / p. 18

LE SOCIAL

boycott journalistique ?

Grez-Doiceau : entre ville et campagne, un chat s'allonge paresseusement sur nos questions d'interview avant même qu'on ait pu dégainer la première. Tant pis ou tant mieux. Les fleurs aperçues tout autour de la maison de Martine Vandemeulebroucke donnent juste l'envie de sortir du cadre. De s'échapper. C'est ce que la journaliste a fait en 2013 quand elle s'est tournée vers la presse alternative après une carrière de plus de 30 ans au journal Le Soir. Aujourd'hui, elle pose un regard tout en nuance sur ces 2 mondes – d'un côté, celui de la presse généraliste devenue exagérément « tout-terrain » ; de l'autre, celui de l'associatif qui aurait une fâcheuse tendance au boycott journalistique. Mais, d'un côté comme de l'autre, Martine garde le fil : elle continue à traiter l'information sociale « pour parler de toutes les réalités du monde ». Sans exception.

BIS : En 2012, vous quittez définitivement le monde de la presse quotidienne. Vous laissez votre poste au journal Le Soir. Pourquoi ?

Martine Vandemeulebroucke : Tant les relations que les conditions de travail étaient devenues absolument désastreuses. Avec une démotivation complète des journalistes. En 2013, quand la direction a annoncé un plan de restructuration, je me suis mise sur la liste de départ...

Comment expliquez-vous un tel climat délétère ?

Selon moi, l'explication est à chercher du côté de la **transformation de la manière d'informer** (lire p. 3) : le journaliste se voit transformé en exécutant d'un ordre du jour déterminé le matin par la recherche systématique du sensationnel, de l'immédiateté. Mon tout dernier article rédigé pour Le Soir illustre bien cette quasi impossibilité à traiter du social. Mon dossier portait sur la question « Les CPAS vont-ils survivre aux élections communales de 2012 ? ». En d'autres mots, quelle autonomie pour les CPAS ? Avec quelles conséquences pour les bénéficiaires et l'aide sociale ? Pour la première fois, le rédacteur en chef adjoint – qui n'y connaissait rien – exige une relecture. Et déclare qu'il faut couper une partie de l'article et le remplacer par une interview d'un allocataire social... Mais le sujet n'était pas là ! C'était pour le lendemain. J'ai eu la honte de ma vie : demander à des présidents de CPAS d'obtenir une interview d'un travailleur social qui parle des allocataires sociaux. J'en étais malade... C'est pour cette raison que j'ai décidé d'arrêter. Là, on est à l'encontre de ses propres valeurs. « **La ligne rouge est franchie quand tu commences à avoir honte de mettre ta signature au bas de ton propre article** », me confiait un collègue. C'est exactement ce qui était en train de m'arriver.

C'est la recherche de l'apitoiement...

Plutôt que de poser les questions de fond – « pourquoi une telle augmentation des allocataires sociaux, des travailleurs sociaux, quels moyens sont-ils donnés ? – on choisit effectivement ce qui va faire pleurer dans les chaumières. Le problème aujourd'hui est que le bon journaliste est le « tout-terrain » qui peut aussi bien parler des voitures de société que des CPAS ou encore des problèmes d'environnement. Mais du coup, il surfe toujours sur le côté superficiel des choses. La hiérarchie soutient que c'est une manière de poser un regard neuf et naïf sur les choses... Mais faire lien avec le politique suppose de bien connaître son dossier, de poser les bonnes questions.

Tout n'est donc pas caricatural dans les reproches formulés par le monde associatif à l'encontre des médias ?

Non, mais le problème n'est pas tant du côté des journalistes que du côté de la hiérarchie, **dans la manière dont le métier s'est transformé**. Et le problème, c'est que les attentes des lecteurs ont aussi changé. Quand le Soir nous dit, ce n'est pas l'attente de notre lectorat, avec les médias en ligne, on voit qu'ils ont effectivement raison ! Pour chaque article, je devais développer des trésors d'ingéniosité, d'arguments pour pouvoir convaincre et faire passer mon sujet. J'en arrivais parfois à exagérer la portée d'une information sociale... J'avais alors l'impression d'être une vraie marchande de tapis !

→ Lire page suivante

Face à face...

Et après, tout dépend encore de l'espace réservé à votre papier...

Oui, est-ce un article de 3000 signes ou va-t-il être réduit à 1500 signes ? Va-t-il figurer en tête de page ou sera-t-il transformé en une brève discrète ?... Il n'y a pas forcément non plus de cohérence : un même sujet, par exemple l'asile et l'immigration, va être par moment un sujet tabou, et puis, à d'autres moments, va prendre toute la place. On va le « sensationnaliser » et sortir un papier par jour, tel un phénomène de mode.

Serait-ce devenu une gageure aujourd'hui de s'aventurer à faire du journalisme de contenu dans la presse écrite généraliste ?

Si le journaliste est prêt à avaler des couleuvres et se contente de pouvoir prendre le temps de l'analyse de manière exceptionnelle, alors oui, il y a moyen ! Mais il faut être très engagé et attendre patiemment que, de temps en temps, de petites portes s'ouvrent...

Sans plus attendre, vous avez choisi de poursuivre votre métier, du côté de la presse associative... Sans regret ?

Quand j'ai commencé à travailler pour Alter Echos, j'ai eu l'impression de retrouver tout simplement le plaisir de travailler. Retourner sur le terrain — je n'en avais plus l'occasion face à la quantité de papier à rédiger, par jour (2 à 3) — voir les gens, reprendre du temps... un vrai plaisir ! Par contre, il y a aussi les aléas : ne plus pouvoir se présenter au téléphone par un « bonjour, Martine Vandemeulebroucke du Soir ». Et avoir toutes les portes qui s'ouvrent. Tout de suite. Toutes les informations politiques, les cabinets qui viennent à moi !

Le « Bonjour, Martine Vandemeulebroucke, pour Alter Echos », cela fait quel effet ? (rires)

Je bénéficie encore un peu de ma notoriété de journaliste au Soir. Les gens qui ont une expérience du travail politique continuent à réagir beaucoup plus vite (Gilkinet, Onkelinx...), mais pour combien de temps encore ?... Pour les plus jeunes, cela ne signifie déjà plus rien. Il faut retéléphoner 4, 5, voire 6 fois pour avoir l'information attendue.

Cela complique clairement le travail journalistique...

C'est frustrant. Pas plus tard qu'hier, j'ai envoyé un mail à l'attaché de presse du Ministre du logement pour une interview. Quand j'étais encore au journal Le Soir, le jour-même ou le lendemain au plus tard, j'aurais obtenu un rendez-vous ! Là, j'attends encore une réponse à mon e-mail.

En contre partie, vous avez clairement plus de marge de manœuvre pour traiter le social, non ?

Je me rends compte à quel point le contact avec l'associatif n'est pas évident. Il y a une volonté de leur part d'instrumentaliser les médias et les journalistes, chose que je n'imaginai pas du tout. « Vous me ferez relire votre article ? », « Vous n'iriez pas interroger telle autre personne sur ce sujet ? », « On veut bien être interviewé, à condition que », sont monnaie courante. Mon ré-

flexe est de les envoyer paître. Je n'ai jamais fait de concession : aucune relecture, si ce n'est pour Guy Verhoofdstadt, du temps où il avait l'excuse d'être Premier ministre. Bien sûr, si je doute de quelque chose, je reprends contact avec la personne interviewée. Je n'ai jamais eu le moindre souci. Aujourd'hui, quand je dis « je suis journaliste et c'est mon métier, je n'ai pas à vous faire relire mon article », les professionnels du social ne comprennent pas ! Et je dois parfois être vraiment très ferme ! Selon moi, l'associatif est aujourd'hui fortement inscrit dans un courant anti-média. Courant qui s'est d'ailleurs généralisé, au-delà du monde social.

Paradoxalement, le social reproche souvent aux médias qu'ils ne s'intéressent pas assez à eux

Tout à fait. « Si on peut parler de nous, selon nos conditions, alors ce n'est pas si mal ! ». Je ressens de plus en plus ce positionnement et je le trouve très difficile à vivre, en tant que journaliste. Au fond, j'ai l'impression qu'il y a une nouvelle génération de travailleurs sociaux et de responsables d'association qui n'ont pas du tout l'habitude de travailler avec les médias et ont sans doute très peu de contact avec eux.

Pourquoi ne pas imaginer des rencontres entre ces 2 métiers ?

André Linard, ancien secrétaire du Conseil de déontologie journalistique (instance qui recueille les plaintes sur les médias, lire l'interview p.21), faisait ce travail de rencontres entre journalistes et travailleurs sociaux en toxicomanie, prévention du suicide, etc. Lors de ces moments d'échange, il était toujours effaré par l'attitude des professionnels du social à l'égard des médias. Il était extrêmement surpris, de la colère, voire de la hargne témoignée à l'égard du monde journalistique.

C'est une forme de négation de la profession. Est-ce de la colère ? Ou la crainte qu'on déforme leurs propos ?

Tout dépend de ce qu'on entend par « déformation du propos » : les journalistes ne travaillent pas pour telle ou telle association, mais bien pour expliquer une problématique au public. Son rôle est de transmettre les informations intéressantes pour le plus grand nombre, dans un langage accessible. En d'autres mots, le journaliste est le médium entre ses informateurs et son public : il n'est pas là pour reproduire tel quel le discours de l'informateur.

Tout partirait d'une réelle incompréhension de la part des travailleurs sociaux autour de la profession de journaliste ?

Certains travailleurs sociaux ont une certaine indifférence, un manque de curiosité qui ne permet pas de cultiver une culture générale du social. Ils reproduisent un langage hostile aux médias, mais très souvent ils ne s'informent plus, ne lisent plus ou très peu. Ou alors, ils se penchent uniquement sur une information très pointue, qui ne les concerne qu'eux, sans avoir une vue d'ensemble sur ce qui se passe dans les médias. Ils s'informent par bulle sectorielle, mais ne vont pas voir dans les bulles des autres...

On se retrouve face à deux professions — le journalisme et le social — qui cultivent sans doute un peu trop l'entre-soi...

« L'information en ligne est impitoyable : elle dit tout, tout de suite. »

Et comme dans bien des domaines, il y a aussi, plus largement, des **responsabilités partagées**. Par exemple, si la valeur de l'information sociale dans les médias traditionnels est sous-estimée, c'est aussi parce que le lecteur n'indique pas qu'il veut cette information-là ! Dans les médias papier, on pouvait toujours se donner l'illusion que l'analyse faite sur les questions migratoires par exemple, était lue. Aujourd'hui, **l'information en ligne est impitoyable : elle dit tout de suite ce qui est lu, ce qui ne l'est pas !** Il suffit d'observer la hiérarchie de l'information sur les sites d'information généralistes : dépêches de dernière minute, puis information sportive, people,...

D'où, l'enjeu réel de remettre du contenu, de l'analyse... Des nouveaux magazines tels que Médor ou 20h01 pourraient-ils jouer un rôle en ce sens ?

Ce type de média pourrait donner des arguments aux médias traditionnels pour dire : « **il faut s'intéresser à cette réalité-là !** ». Certaines enquêtes d'investigation finissent par exemple par rebondir dans les médias traditionnels. Au-delà de percoler dans les autres médias, cette presse offre aussi un lieu où écrire pour ces journalistes qui aiment ce type de journalisme et c'est important ! Mais ils touchent au départ une minorité qui a envie de s'informer.

Difficile, dans ces conditions, de réinvestir plus largement l'analyse dans le monde de la presse...

Pour créer de vrais moteurs de changement, je crois aux médias traditionnels. Parce que ce sont eux qui touchent un public beaucoup plus large, notamment les politiques qui ont

une lecture assidue de la presse. J'ai moi-même beaucoup moins d'impact sur le milieu politique en écrivant dans un milieu alternatif tel que le magazine Imagine (pour lequel elle a collaboré pendant quelques temps, ndlr) ou dans Alter Echos. Ce qui n'empêche pas que certains journalistes de la presse quotidienne soient attentifs aux médias non traditionnels et voient passer certains articles qui les incitent à parler de certains sujets. Je pense notamment à la controverse actuelle autour du secret professionnel, sous-estimée dans les médias classiques. A partir du moment où Alter Echos publie sur Facebook, d'autres peuvent en prendre connaissance. Personnellement, quand je travaillais au journal Le Soir, il m'arrivait de lire l'un de leurs articles et d'avoir mon attention attirée par un sujet encore non traité par les journalistes de presse généraliste.

Utiliser les réseaux sociaux pour démultiplier l'information ?

Quand des journalistes travaillent bien, où qu'ils se situent, ils peuvent toucher d'autres journalistes sur ces questions-là ! Ces derniers vont soit reprendre l'information telle quelle ; soit la développer et la rendre visible en dehors des petites niches. Et ça, j'y crois ! **Je crois aux médias traditionnels, avec tous leurs défauts, pour toucher le plus grand nombre.** En sachant que dans ces médias traditionnels, il y a de très bons journalistes qui sont frustrés, qui voudraient aller plus loin, c'est une manière de les aider à faire leur travail !

Le social devrait-il devenir lui-même créateur de contenus ?

Absolument pas. C'est le grand mythe de croire aujourd'hui que n'importe qui peut écrire et être créateur de contenus journalistiques ! C'est transmettre son message comme on l'entend. Mais penser que les médias ne sont plus nécessaires, c'est prendre la posture d'un Donald Trump quand il tweete comme producteur de ses propres contenus... C'est tout simplement tomber dans la propagande !



« Les journalistes
sont pris dans un
système qu'ils regrettent
eux-mêmes »

André Linard / p.22

L'HUMAIN

un outil pour médiatiser le social...

André Linard, ancien secrétaire général du Conseil de déontologie journalistique (CDJ), aujourd'hui retraité, a toujours eu envie d'être journaliste. Mais son année de service civil dans une ONG de coopération au développement se prolongera une dizaine d'années. Il sera ensuite responsable de l'information dans une confédération syndicale internationale. Au bout de trois ans, il "ferme cette parenthèse" pour créer sa propre agence de presse au statut d'ASBL (Info Sud) et se consacrer au journalisme. Un parcours qui, tout comme la journaliste Martine Vandemeulebroucke, évite la ligne droite et permet de poser un regard critique sur la sphère journalistique et associative. Il lance des pistes pour contribuer à une médiatisation du social de qualité.

BIS: Pourquoi est-ce si difficile de parler du social "avec justesse" dans les médias ?

Cette insatisfaction par rapport au traitement de l'information n'est pas exclusive au domaine social, elle apparaît dès que les personnes sont spécialisées dans leur domaine. Il y a insatisfaction parce que le rôle des uns et des autres n'est pas le même. Dans le cadre du Conseil de déontologie journalistique, des rencontres ont permis de désamorcer certaines incompréhensions réciproques pour finir sur la publication d'un guide à destination des journalistes. Son but : comment être plus attentif à certains éléments relatifs à cette problématique (un travail similaire a été réalisé en avec le secteur de la santé mentale¹).

Les journalistes ne sont pas non plus à l'affût des sujets sociaux...

Il est bon de rappeler qu'il y a quelques décennies, on pouvait entendre "je vais regarder les nouvelles au Journal parlé". En d'autres mots, découvrir ce qui est différent par rapport à la veille... Or l'associatif travaille sur le durable. C'est donc particulièrement difficile pour lui de passer le critère journalistique du : "pourquoi en parler maintenant?". Pour toute une série de raisons, les journalistes sont plus intéressés par ce qui "frappe". Par exemple, ils vont parler de la pauvreté dans la rue le jour où il y a une nouvelle règle communale d'interdiction qui est prise, une bagarre... Ils vont éventuellement donner quelques chiffres et statistiques, mais sans apporter d'éléments d'explication sur la situation de pauvreté en tant que telle.

On ne prend plus le temps de contextualiser...

Les journalistes réduisent ce temps à l'excès. Un cas flagrant : lors des dernières grèves générales en Belgique, les médias ont surtout parlé de ce qui dérangeait le navetteur, et non plus des raisons de la grève et de la situation des travailleurs dans tel ou tel domaine. C'est une tendance qui s'accroît face à la pression subie par les journalistes : les réseaux sociaux détiennent aujourd'hui le monopole comme canaux d'information avec pour conséquence, une actualité sous le règne de la rapidité et de la brièveté. Dans le commentaire des décisions successives d'un gouvernement par exemple, il devient impossible d'être en distance par rapport à l'information donnée. Globalement, je dois aussi avouer que le niveau de culture générale des jeunes journalistes est en baisse. Et donc, la capacité de mettre en perspective, d'analyser ou de comprendre diminue... Les techniques d'expression prennent aujourd'hui de plus en plus de place, dès la formation de journaliste. (lire p.)

Les outils web, vidéo, .. pourraient-ils être utilisés davantage au service de l'analyse ?

Bien sûr, mais Le nœud, c'est toujours la question économique. Que ce soit pour un journal comme Le Soir ou un média comme 24h01², la question est la même... On peut augmenter les recettes publicitaires, mais à quel prix en termes d'indépendance ? On peut augmenter le prix de vente pour le public, mais qui va encore l'acheter ? Jusqu'où le citoyen est-il prêt à payer pour être bien informé ? ... Parce que l'information journalistique - même celle

1 "Santé mentale et médias", guide à télécharger gratuitement sur le site web de Similes : <http://wallonie.similes.org/>

2 "Lancé à l'automne 2013, le magazine n'est jamais parvenu à atteindre ses objectifs de ventes malgré un beau succès d'estime et un lectorat fidèle", pouvait-on lire dans un article de La Libre Belgique intitulé "Condamné, le magazine 20h01 peut à nouveau y croire (29 et 30/07/2017)". "La modification de la périodicité et l'introduction de la publicité n'ont pas permis d'améliorer la trésorerie du magazine", est-il encore précisé.

Face à face...

en accès gratuit sur le web - a un coût! Et bien entendu, mieux elle est faite, plus le coût est élevé... Alors, avec quoi couvre-t-on ce coût?"...

Dans un contexte d'économie des médias peu favorable...

Oui, tous les médias sont en difficulté économique, en Belgique francophone, c'est absolument flagrant. La compétition est féroce! Certains choisissent de remplacer les journalistes salariés par des indépendants payés en droits d'auteur, d'autres rognent sur les frais de reportage... Les plus anciens journalistes sont priés de partir en prépension tandis que les plus jeunes sont testés, souvent pendant leur stage, sur la maîtrise des nouveaux médias et leur docilité à accepter des conditions de travail défavorables. Rédiger 4 à 5 papiers sur une après-midi pour gagner leur vie ne les met pas en capacité de les faire correctement et de creuser au-delà de l'immédiat. Ce sont tous des éléments qui convergent dans le même sens.

Ce n'est donc pas juste un cliché, le métier de journaliste subit un véritable glissement négatif...

Oui, c'est une réalité. Mais il est important de préciser combien c'est le système médiatique lui-même qui induit ce glissement et non le journaliste, en tant qu'individu. Individualiser et généraliser en des termes tels que "les journalistes trompent l'opinion", en plus d'être inexacts, provoquent une réaction de défense qui ne permet pas de dialoguer et de progresser. Les journalistes sont pris dans un système qu'ils regrettent eux-mêmes.³ Pour s'en rendre compte, il suffit d'aller jeter un œil dans le hall d'entrée d'IPM (entreprise qui possède les quotidiens La Dernière Heure et La Libre Belgique, ndr) pour s'en rendre compte. Deux écrans accueillent le visiteur: ils reprennent la liste des derniers articles parus, classés par nombre de consultations. Certains médias donnent une bonification au journaliste en fonction du nombre de clic obtenu sur leur article par le grand public! C'est donc un cercle d'offre et de demande de la part du public qui oriente le curseur vers une information toujours plus "soft"...

L'associatif pourrait-il jouer un rôle pour soutenir un journalisme de contenu?

André Linard: Il dispose d'une série d'outils qui pourraient être effectivement mieux utilisés. Et l'un de ces outils, c'est l'humain. Beaucoup de professionnels du social travaillent avec des histoires. Si la tendance générale est aux récits de vie plutôt qu'aux analyses globales, le défi serait de partir de ces récits de vie pour faire apparaître les questions globales. Devenons capables de faire de l'inductif!

Concrètement...

On peut par exemple raconter l'histoire de Robert qui vit dans la rue depuis deux ans, qui bénéficie des services d'hébergement en hiver, etc. Mais ce récit individuel pourrait permettre d'aborder d'autres idées plus globales telles que la question du salaire, qui aujourd'hui, ne permet plus forcément de survivre; qui ne permet plus d'éviter de passer sous le seuil de pauvreté... Ce qui ne veut pas dire de livrer du "tout cuit" au journaliste, mais de lui fournir les éléments et les informations adéquats.

C'est donc nécessaire d'être plus proactif...

Avant tout, c'est essentiel de mieux comprendre la logique de fonctionnement des médias. Par exemple, si la notion de concurrence entre médias - se distinguer des autres - a tellement d'importance, ne pas hésiter à en jouer! Entrer dans des relations durables et individuelles avec des journalistes et leur proposer, uniquement à eux, des histoires révélatrices de telle ou telle problématique sociale! Autre élément intéressant: comprendre le rythme des médias. En période de vacances, une partie des lecteurs n'est pas là, mais il y a plus de disponibilités. (lire p.) Rester aussi à l'affût de l'actualité. En 2016, il y a eu ce procès des "princesses du Conrad", maintes fois reporté.⁴ En tant qu'associations qui travaillent sur la question de la traite des êtres humains par exemple, c'était l'occasion d'anticiper, et lors du procès, de préparer du contenu qui élargissait ce cas particulier à un contexte plus global.

Un travail de veille médiatique, en quelque sorte?

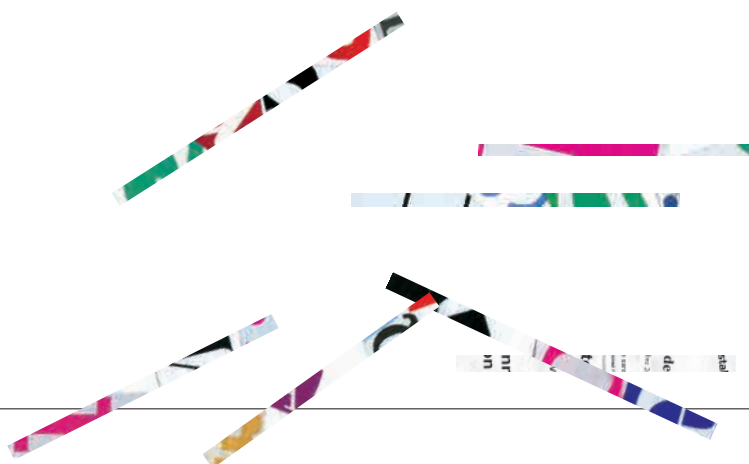
Oui. Même si un certain nombre de sujets restent très difficiles à traiter dans les médias, le paysage n'est pas que négatif... Il existe, dans les médias généralistes, des tentatives de faire autre chose! Les médias qui ne relaieraient que les mauvaises nouvelles, ce n'est plus juste aujourd'hui... Fin des années nonante, début des années deux mille, le message était "faire court et éclaté". (un article, trois encadrés,...). Il y a, selon moi à présent, une réelle tentative de revenir à des articles plus longs, plus en profondeur, le retour à certaines pratiques alternatives. Mais bien sûr, il faut que cela paie!

Et pourquoi ne pas s'adresser directement à des médias dits de presse alternative?...

Personnellement, je n'aime pas ce terme de presse alternative (Lire encadré p.23)... Il faudrait d'abord savoir en quoi consiste cette alternative. Pour moi, il faut des alternatives dans les médias plutôt que des médias alternatifs. Des médias comme Médor, 24h01... jouent au minimum un rôle d'aiguillon. Montrer qu'il est possible de faire du journalisme plus en profondeur risque de piquer au vif leurs collègues des médias traditionnels.

Investir les médias généralistes reste la solution?

Je reste convaincu - même si je suis plus pessimiste qu'optimiste sur l'évolution du journalisme - que c'est par les médias généralistes qu'on va toucher le grand public. Et pas par une niche. Avec toutes les insatisfactions que cela peut générer dans l'associatif. La question est "jusqu'où accepter de faire des concessions sur des aspects qui ne sont pas les plus importants pour que le plus important passe?".





3 L'AJP réalise souvent des enquêtes auprès de ses membres qui sont tout à fait paradoxales: elles révèlent une grande passion pour leur métier de journaliste, mais une grande insatisfaction pour la manière dont le métier est organisé. Les principaux résultats d'une thèse de doctorat intitulée "Mutations des trajectoires professionnelles et des conditions d'emploi et de travail des journalistes de la presse écrite quotidienne en Belgique francophone" (Manon Libert, ULB, 2017) montrent combien la dégradation des conditions de travail modifierait l'identité professionnelle des journalistes et briserait leur attachement au média (article paru à ce sujet dans "Journalistes" n°194, juillet 2017).

4 Une princesse des Emirats arabes unis et sept de ses filles sont prévenues pour avoir maltraité une vingtaine de femmes qu'elles employaient, en 2008, alors qu'elles séjournaient à l'hôtel Conrad (aujourd'hui Steigenberger) à Bruxelles.

L'expression citoyenne est indispensable, mais ce n'est pas du journalisme !

Ces dernières années, tant de nouvelles initiatives rédactionnelles web, papier... voient le jour qu'on ne sait plus toujours très bien comment les définir, les nommer. Pour André Linard, "Un citoyen exprime ses opinions, raconte ce qu'il a vu autour de lui, tient un discours militant qui ne lui impose aucune exigence de respect de la vérité. Il évoque les émotions qui lui tiennent à cœur et se veut acteur dans la société. Le journalisme remplit un autre rôle social. Il a pour responsabilité d'être l'intermédiaire entre ce qui se passe, au sens le plus large du terme, et le public. Face à la masse d'informations disponibles, il a pour responsabilité de recouper, de vérifier, de trier, de mettre en perspective, de sélectionner, d'expliquer, d'écarter ce qui ne tient pas la route, d'aider à comprendre au

lieu de simplement transmettre..." * Le plus souvent, ceux qui utilisent le terme "presse alternative" sont des militants déçus de la presse qui utilisent leur propre canal d'information pour diffuser leurs idées, ajoute-t-il. L'expression citoyenne est indispensable, mais ce n'est pas du journalisme! De même, les associations qui diffusent leurs propres informations, je les appelle "presse associative" afin d'éviter toute confusion.

*André Linard a publié une carte blanche à ce sujet dans la presse, intitulée : " le journalisme citoyen n'existe pas!" (dans La Libre Belgique, 30/09/2016).

PARLER SOCIAL EN 7 MINUTES ?

La question est là, mais aussi ailleurs...

"L'actualité autrement" : c'est le slogan de l'émission télévisuelle hebdomadaire "7 à la Une" pour laquelle travaille Benoît Feyt, journaliste (le samedi soir à 18h30 sur la RTBF Première). Il s'occupe plus spécifiquement d'une séquence intitulée "L'envers du décor".
Le concept : aborder un sujet d'actualité par des angles de traverse.

« L'idée n'est pas de faire une couverture de l'information comme on le ferait pour un JT, mais d'aller au contact des gens, de donner un reportage plus en immersion, de refléter le vécu des gens, d'apporter un regard plus empathique, plus humain ». Chacun des reportages qui composent l'émission font 6 à 7 minutes. Et elle entame sa quatrième saison cette année... Incarne-t-elle une manière de faire du journalisme autrement à l'intérieur même des médias généralistes ? Traite-t-elle de sujets sociaux ou de sujets de société ? ... Une interview en 7 questions qui ouvre plus largement le débat sur les formats télévisuels toujours plus courts, la course contre la montre, mais aussi cette fâcheuse tendance à confondre 'communiquer' et 'informer'.

BIS : Pourquoi médiatiser les questions sociales ? Quels enjeux pour le monde associatif ?

Benoît Feyt : le secteur associatif est le principal relais de la misère humaine. Il est en position de parler légitimement et sans intérêt personnel de ces questions, à la différence des partis politiques qui ont les enjeux électoraux à la clé. On ne peut le soupçonner d'intérêts personnels, ce qui le rend plus légitime en tant qu'interlocuteur. Il est au contact d'une réalité à laquelle peu de gens ont accès et peut en parler mieux que n'importe qui.

Quelles sont les principales difficultés pour traiter l'information sociale à travers les médias généralistes tels que la RTBF ?

Le problème principal, selon moi - qui n'est pas spécifique au social, mais que l'on rencontre aussi avec le milieu économique, politique... - **c'est toujours l'agenda**. En tant que journaliste, nous répondons à un agenda journalistique, médiatique. Avec nos objectifs liés à la profession.

Une seconde difficulté, **c'est une critique des médias basée sur une erreur de contrat** : l'attente souvent démesurée de la part des personnes interviewées qui réduit la profession de jour-

naliste à un **rôle de relais de tout ce qu'ils ont envie de dire...** Notre job est d'informer le grand public, pas de nous mettre à son service pour lui permettre de communiquer et de faire passer ses idées ! D'après moi, c'est de là que vient une bonne partie de l'incompréhension existante. **Les termes du contrat entre le téléspectateur et son producteur télévisuel ne sont pas clairs.**¹ Les téléspectateurs attendent parfois d'un JT un traitement de l'information que ce format journalistique n'est pas en mesure de réaliser. Le but du JT est de pouvoir chaque jour donner un spectre assez large des éléments qui font l'actualité. Il est impossible - et personne n'en a la prétention - d'être exhaustif. Il est presque illusoire qu'on puisse aborder des sujets plus spécifiques, plus confidentiels dans ce type de format télévisuel... **Le public n'est pas conscient que le but du JT n'est pas de problématiser !**

Que faire alors pour obtenir une information qui « décrypte et analyse » l'actualité, tel qu'annoncé sur le site de la RTBF, télévision de service public ?

Diversifier ses sources d'information ! En tant qu'être humain, si nous voulons nous informer, réfléchir, nous devons regarder des JT, écouter des émissions radio, lire la presse écrite, mais aussi des ouvrages de fond, visionner des documentaires, voyager soi-même, rencontrer. L'image d'un téléspectateur passif qui, depuis son sofa, appuie sur un bouton de télécommande pour recevoir la vérité, c'est un peu fade comme approche de l'information, non ?

L'émission "7 à la Une" pour laquelle vous travaillez, peut-elle être considérée comme une piste pour privilégier une information qui prend le temps de l'analyse ? 7 minutes pour freiner la course contre la montre ? ...

Il existe ici à la RTBF plein d'émissions dans lesquelles il y a vocation à diffuser de l'actualité sociale. En radio par exemple, "débat première" (sous son ancien intitulé "le forum de midi", ndlr), "Tendance première", "Soir première"... peuvent laisser place à des questions sociales. Pour rappel, le format d'un journal télévisé,

c'est une minute 30 à 2min par sujet. **Nos sujets de 6 à 7 minutes pour l'émission laissent donc quatre fois plus d'espace qu'un sujet de JT...** A titre d'exemple, pour produire un reportage de 7 minutes, c'est une journée complète de travail, avec un caméraman et un ingénieur du son. A cela s'ajoutent deux jours de montage et une journée ou deux de préparation pour trouver le sujet, organiser les contacts, etc. Ce sont de très bonnes conditions de travail, ce qui est de plus en plus rare dans le monde médiatique! Et c'est tout juste ce qu'il faut, chaque semaine, cela reste une course contre la montre! **Parce que la presse en général est une course contre la montre permanente!**

Donc, pas de miracle en vue, le temps est devenu bien trop compté. Où est la place des petites associations, moins habiles que les grandes (Amnesty...) dans ce jeu de médiatisation?

L'idée est peut-être d'avoir une meilleure connaissance de la grille de programme des médias en général. Et de pouvoir adapter sa forme de communication au type de média, d'émission auquel on s'adresse... Par exemple, si une manifestation est organisée, l'information peut passer en télévision. Mais un colloque d'une journée qui réfléchit sur le fond, il n'y aura personne. C'est le degré zéro de la télévision, un colloque, il n'y a pas d'image! Par contre, c'est abordable en radio, en presse écrite.

Peut-être aurions-nous besoin de lieux où se rencontrer, discuter de 'comment travailler ensemble'?

En dehors de l'espace de diffusion pure alors, créer un espace de réflexion... pourquoi pas? Imaginer par exemple les Etats généraux de l'associatif, une partie table ronde avec les médias, les journalistes... Au secteur associatif peut-être de susciter cet espace de rencontres entre lui et les journalistes²... Selon moi, **il a tout intérêt à se poser de vraies questions en termes de communication pour communiquer autrement. Avec l'objectif de toucher des non convaincus...**

Et prendre part au débat sur la société dans laquelle on vit. En tant que journaliste, êtes-vous encore capable d'être critique d'un système de communication et d'information extrêmement formaté?

Il est clair qu'on vit aujourd'hui dans un monde acoquiné à un modèle de démocratie libérale qui doit être questionné. Nous sommes nombreux à faire notre travail en questionnant ce modèle, ou pour le moins, en invitant des gens qui le questionnent; qui vont eux-mêmes critiquer le modèle néolibéral. Je ne pense pas qu'on fasse tout pour faire taire cette contestation, ici à la RTBF. Mais

notre job n'est pas de faire relais des informations des uns ou des autres sur un plateau d'argent. Nous posons des questions, couvrons l'actualité et la confrontons à la contradiction. Et si le secteur associatif fait le travail seul, il risque de faire une communication qui ne s'adressera qu'à lui-même... Nous, en tant que journaliste, **nous pouvons encore faire le lien entre toutes les parties de l'auditoire.** Rejeter notre valeur ajoutée, nier notre crédibilité, c'est créer un monde dans lequel plus personne ne s'entend.

« Au secteur associatif de susciter cet espace de rencontre entre lui et les journalistes... »

1 La RTBF rappelle pourtant relativement clairement ses missions de télévision de service public sur la page de son site Internet: https://www.rtbf.be/entreprise-la-propos/nos-missions/detail_les-missions-de-la-rtbf?id=9302311 il s'agit de "décrypter et analyser" l'information comme le rappelle les auteurs d'une opinion parue dans La Libre Belgique: « A nous citoyens, de nous organiser, de nous exprimer, de solliciter nos représentants politiques pour mettre un terme aux dérives qui nous privent d'un outil de service public que nous finançons tous... pas pour qu'il investisse massivement dans des divertissements en tous genres et néglige des questions cruciales en démocratie ». Pour lire l'opinion dans son intégralité: <http://www.lalibre.be/debats/opinions/la-rtbf-service-public-547ccfa-35707696bab94077->

2 Une première rencontre de ce type aura déjà eu lieu à la sortie de ce dossier: le colloque "arrêt sur images" (octobre 2017), organisé par Espace Social Télé-Service, en partenariat avec le CBCS. (lire plus à ce sujet p.27)



À LA RECHERCHE DU TEMPS LONG

Où quand l'instantanéité se transforme en temps perdu...

A lire les articles qui précèdent, c'est bien de lui dont il faudra parler : ce fameux temps dont on nous dit qu'il manque pour parler des problématiques sociales actuelles. Lesquelles sont les résultantes de politiques menées sans coup férir depuis de nombreuses années. Il y aura beaucoup de questions dans les lignes qui vont suivre, et vraisemblablement peu de réponses, espérons néanmoins que les unes et les autres puissent donner quelques pistes de réflexions pour agir sur la manière dont l'associatif peut se réapproprier un peu de juste temps médiatique et exister dans le bruit ambiant.

Pour tenter de répondre à cette question, je suis allée à la rencontre de travailleurs sociaux de l'asbl Espace Social Télé-Service, ainsi que de sa directrice, Valérie Ska.

Exister mais pour dire quoi ?

Du côté des acteurs de terrain la question de la médiatisation des questions sociales ne semble pas être au cœur de leurs préoccupations, si ce n'est pour déplorer, majoritairement, l'absence de visibilité des associations actives dans la lutte contre la pauvreté et l'image souvent jugée caricaturale du « pauvre ». Quand on leur pose la question de ce qu'ils souhaiteraient voir porter comme parole forte sur la place publique, ce qui se dégage de leurs interventions porte sur la mise à mal des clichés véhiculés, sur les étiquettes que l'on colle aux personnes avec lesquelles ils travaillent au quotidien : **incapables, profiteurs, paresseux, sans ressources pour rebondir, assistés éternels...** Ils regrettent que les projecteurs ne se fixent sur certaines tranches de la population bruxelloise que quand un drame arrive, le premier sdf mort de froid à l'approche de l'hiver étant le plus bel exemple de traitement de l'actualité qui leur est insupportable, eux qui côtoient des personnes qui se battent jour après jour et toute l'année pour reprendre pied, retrouver droits et dignité. Ce que leur travail leur apprend au quotidien c'est l'infinie richesse et les incroyables capacités d'adaptation que ceux qu'ils accompagnent développent dans les situations de crise.

Mais ces réponses, elles-mêmes, semblent participer aux clichés véhiculés, tant elles apparaissent automatiques, tant il semble

entendu qu'il y a d'un côté ceux qui savent et qui connaissent la réalité des choses (les bons travailleurs sociaux) et de l'autre la masse informe des citoyens lambda qui n'auraient aucune conscience de ces réalités et qui souscriraient ainsi à la doxa ambiante, laquelle clame haut et fort que si on veut s'en sortir on peut, que quand on veut trouver du travail on en trouve et que l'ère est aux auto-entrepreneurs, ceux qui ont décidé de prendre leur avenir en main et de faire de leur vie une réussite, fussent-ils aidés par des coachs.

A la question des moyens à mettre en œuvre pour arriver à ces changements dans les représentations véhiculées, ou à faire exister le secteur social dans l'espace public, il n'y a pas de réponses ou alors **des aveux d'impuissance** : « on pourrait aller manifester, mais ça ne sert plus à rien », « pour faire entendre notre voix il faudrait que l'on s'associe avec d'autres, qu'on soit plus nombreux, mais on n'a pas de temps pour ça et puis, parfois, on a l'impression que c'est « chacun ses pauvres... ».

Consommateurs de médias, certains ont parfois un regard critique sur le formatage qu'ils y décèlent et ne sont pas dupes de l'absence de temps consacré au décodage.

Ils sont quatre à avoir été plus loin, trois AS que nous appellerons A, B et D, une travailleuse qui sera C.

→ Lire page suivante

Points de vue...



Paroles de travailleurs sociaux, Lisons-les.

C: « J'ai l'impression que quand on parle des sans-abris aujourd'hui, le grand public pense tout de suite aux migrants, aux sans-papiers, qu'on met tout le monde dans un même grand sac sans tenir compte des parcours individuels. **La médiatisation des parcours de vie** permettrait à plus de gens de se rendre compte qu'aujourd'hui personne n'est plus vraiment à l'abri, que certains enchaînements de circonstance peuvent amener à de grosses ruptures tant matérielles que sociales. Globalement, je trouve que les médias parlent assez peu des politiques sociales, **quand on parle de la dégressivité des allocations de chômage, cela ne dit encore rien sur le quotidien des personnes qui y sont confrontées...** »

B: « Quand j'écoute ou que je regarde les infos, cela me fait penser à la mer, au ressac des vagues, chaque vague remplace l'autre et on ne voit jamais le fond, on ne va jamais au fond des choses. Je suis de plus en plus souvent fatiguée de ce que je vois ou de ce que j'entends, j'ai l'impression qu'on est dans le parler pour parler et cela efface tout esprit critique »

A: « Il faudrait des médias engagés, qui prennent position. **Il faudrait que des journalistes s'accordent le temps, beaucoup de temps, d'aller sur le terrain à la rencontre des travailleurs sociaux, qu'ils les accompagnent.** Les travailleurs devraient, eux aussi, prendre du temps pour expliquer aux citoyens ce qui se joue socialement avec l'application de nouvelles lois, directives. Les citoyens devraient être nos alliés, ils devraient comprendre quels sont les enjeux qui se trouvent, y compris pour eux, dans les politiques sociales »

C: « Il faudrait aussi mettre en lumière tout ce que le secteur fait de bien, parler de l'importance de notre présence et de notre écoute auprès des plus défavorisés, des plus fragiles. Que feraient ceux qui font appel à nous si nous n'étions pas là ? »

A: « J'aimerais qu'on entende un peu plus les académiques, globalement ce sont toujours les deux ou trois mêmes universitaires à qui les médias tendent leurs micros quand il faut parler des questions sociales, n'y a-t-il pas d'autres chercheurs dans nos universités ? »

Quand on demande à A, B et D d'avoir une vision plus politique de la situation, ils parlent essentiellement d'une société de plus en plus individualiste, de repli sur soi, où la valeur argent a pris depuis longtemps le pas sur les valeurs de solidarité et de partage. Ils regrettent quand même de ne pas plus souvent être « hors les murs », de ne pas prendre le temps de s'inscrire dans une démarche plus militante mais, étonnement, aucun ne semble faire partie d'associations militantes, de mouvements citoyens, de syndicats ou de partis politiques et, si la question ne leur était pas posée de manière frontale, l'espace pour exprimer ce type d'engagement était ouvert et nul ne l'a investi. L'un des travailleurs ira même jusqu'à dire que, globalement, dans le secteur, on est dans le « zéro prise de risque » et que remettre en cause de manière frontale les politiques en vigueur reviendrait à se mettre en danger.

A: « Le secteur a le cul entre deux chaises : comment remettre en cause les politiques sociales quand le fonctionnement de la majorité des associations dépend des subsides reçus, critiquer revient

donc à cracher dans la main qui te nourrit et te fait courir le risque de perdre ton boulot et de te retrouver à la place de ceux que tu reçois aujourd'hui. Aujourd'hui le travailleur social va où on lui dit d'aller, point barre. Je pense qu'il y a trop de moyens qui sont mal répartis, on est constamment dans des politiques à court terme, certains politiques font dans l'esthétisme, pour moi c'est du Social Plastic... Je trouve que les travailleurs sont de moins en moins politisés, les études d'assistant social devraient accorder beaucoup plus de temps aux cours d'économie, de politique, d'histoire, de philosophie, cela favoriserait le regard critique des futurs travailleurs. »

C: « On ne devrait pas exister, des associations comme la nôtre font ce que l'Etat devrait faire, nous apportons des réponses là où l'Etat n'en donne plus et nous sommes en première ligne pour voir les dégâts humains générés par les ajustements budgétaires dans les politiques sociales »

« Quand j'écoute les infos, cela me fait penser au ressac des vagues, chacune remplace l'autre et on ne voit jamais le fond »

B: « J'ai peur que nous ne devenions des fonctionnaires du social, de plus en plus de directions semblent adopter des politiques managériales qui semblent issues du monde de l'entreprise privée où les mots rentabilité, efficacité prennent de plus en plus d'importance. Nous n'avons plus le temps de nous arrêter et de réfléchir à nos pratiques, **chacun travaille dans son coin, nous manquons de ce recul nécessaire à une analyse critique de la situation globale** »

D: « Il y a une forme de sadisme d'Etat quand on fait croire qu'on peut s'en sortir dans une ville comme Bruxelles avec les minimas sociaux, c'est faux et personne ne le hurle. Ces minimas permettent juste à certains de survivre. Le discours ambiant est de responsabiliser les gens, on leur fait croire qu'ils sont les seuls responsables de leurs galères, mais où sont les emplois, les logements décents à prix accessibles ? Je suis en colère »

A: « C'est d'inclusion dont nous avons besoin, bien plus que d'assistantat, on ne supprimera jamais totalement le sans-abrisme, il a toujours existé et il existera sans doute toujours. Ce dont les personnes ont besoin c'est d'être reconnues dans leur humanité mais aussi dans toutes leurs capacités, leurs savoir-faire »

B: « J'ai l'impression qu'il y a une machine en route qui avance à une vitesse folle, qu'on ne peut plus l'arrêter et qu'elle broie tout sur son passage. Quand j'ai commencé à travailler il y a une vingtaine d'années, on trouvait des solutions aux problèmes, aujourd'hui tout est devenu tellement complexe, les problématiques sont multifactorielles, les difficultés s'accumulent et se multiplient,

il m'arrive de devoir dire qu'on ne pourra rien faire, rien dénouer. Pour ceux qui nous consultent, même trouver la bonne information devient compliqué, ils ne savent plus où s'adresser, ils n'ont pas forcément accès à un ordinateur, ils sont largués, victime de la fracture numérique»

A: «Nous, les travailleurs du social nous devrions œuvrer à un monde meilleur pour les générations futures et mettre en place les conditions pour qu'il advienne, on est loin du compte»

Être sur le devant de la scène, mais à quel prix ?

Pour pouvoir médiatiser le social et parler du secteur associatif, Valérie Ska, directrice d'Espace Social Télé-Service, préconise pour sa part le temps long. Or on l'aura compris en lisant les articles précédents, le temps long n'a plus la cote dans les médias de grande distribution.

V.S.: «Ouvrir la porte de l'association pour quelques minutes n'a pas de sens. Le social n'a rien à vendre et je crains les risques d'instrumentalisation dont sont souvent victimes les personnes qui recourent à nos différents services. Pour comprendre le travail social il faut accompagner les travailleurs sur le terrain, pouvoir, à partir de cas concrets, expliquer le contexte économico-politico-social qui permet de telles situations. Cela nécessite une approche large qui permette de faire des liens pertinents entre les situations vécues sur le terrain et les politiques sociales menées dans le pays. **Il est primordial de remettre à l'avant-plan les causes qui produisent les effets.**»

C'est dans ce sens que l'association Espace Social Télé-service organise le colloque «Arrêt sur Images. Le sous-titre de cette journée d'échanges, de conférences et de rencontres est on ne peut plus explicite: «Les représentations de la pauvreté à travers l'histoire, les arts, les médias et leurs enjeux politiques»...

V.S.: «Un colloque tel que celui d'Arrêt sur Images peut être vecteur d'une prise de conscience politique. En contextualisant les représentations de la pauvreté à travers l'histoire, les mots retrouvent sens et poids politiques. Quand le pauvre (mot qui disparaît depuis quelques années au bénéfice du mot précaire est désigné comme exploité, qu'ensuite il devient exclu en passant par la case défavorisé et qu'aujourd'hui s'installe dans le discours politique le mot assisté, on parle toujours de la même personne mais la manière d'appréhender sa réalité et sa responsabilité personnelle sur sa condition sociale change du tout au tout, l'exploité est victime d'un exploiteur, le défavorisé n'a pas de chance, l'exclu est rapidement hors de notre champ de vision et/ou de compréhension, quant à l'assisté, il est la charge de la communauté... C'est cette conscience là qu'il faut aujourd'hui que les travailleurs du social se réapproprie parce qu'elle leur permettra de mieux décoder le discours médiatique et ses enjeux politiques et que la maîtrise de ces codes est importante dans l'élaboration de stratégie de lutte et de communication. C'est aussi avec cette conscience là que nous pourrions nous interroger sur nos pratiques, nous poser la question de l'adéquation de nos réponses aux besoins de ceux qui nous consultent, imaginer d'autres moyens d'action, nous demander dans quelle mesure nous ne sommes pas, nous aussi, prisonniers de certains stéréotypes véhiculés dans le discours ambiant. S'arrê-

ter sur les mots, l'usage qu'on en fait, ce qu'ils recouvrent comme réalité est un acte politique, personnellement, j'aimerais que l'on n'utilise plus le mot «usagers» quand on parle des gens que nous accompagnons, c'est un mot qui peut être entendu, vécu, de manière extrêmement péjorative, un objet usagé est un objet que l'on jette, mais il est difficile de changer un mot, j'essaie d'utiliser le terme "passager", il me semble plus porteur d'espoir, quand on est passager, on est de passage, ce n'est donc pas une situation immuable»

Une journée de rencontres pour créer des passerelles et échapper à l'entre soi.

V.S.: «Je ne connais pas bien les milieux politiques et médiatiques, et j'ai l'impression, mais c'est peut-être faux, que ce sont deux mondes qui dépendent l'un de l'autre, deux mondes qui se tiennent, qui ont un agenda commun. Les discours des uns influencent les discours des autres. Je trouve intéressant de pouvoir entendre des journalistes s'exprimer sur leur métier et la façon dont ils appréhendent la portée politique des représentations qu'ils diffusent. Il y a sans doute beaucoup de méfiance de la part du milieu associatif, cette méfiance vient peut-être d'une méconnaissance»

Ce qu'elle pense des vidéos virales qui circulent sur les réseaux sociaux et où l'on voit des «expériences sociales» qui mettent des personnes défavorisées ou sdf à l'avant-plan ?

V.S.: «On est dans l'instrumentalisation pure et dure, cela amène des clic et des like pour les concepteurs, je ne pense pas que cela change quoi que ce soit à la vie des personnes qui s'y retrouvent actrices bien malgré elles. Ce n'est pas cela qu'il faut médiatiser, cela n'a aucun sens. On pourrait essayer de mettre en avant toute la force de vie de ces personnes, les reconnaître dans ce qu'elles ont de mieux, les présenter dignement. Souvent je me dis que nous, travailleurs du social, avons une chance incroyable de côtoyer tous ces êtres humains qui arrivent à dépasser toutes ces épreuves, chaque rencontre est une leçon de vie, moi je suis très admirative devant tous ces parcours, c'est ce qui fait la beauté de notre métier, on rencontre des gens extraordinaires qui nous donnent au quotidien des leçons de vie».

De ces rencontres, de ces entretiens je retiens donc l'importance du temps.

Je me souviens aussi de cette injonction, entendue dans une autre vie professionnelle, qui était donnée à ceux qui avaient accès au micro : il faut que cela soit sexy, catchy, punchy, et surtout il faut faire court sinon les auditeurs vont zapper.

J'ai vu le temps disparaître.

Ce temps qu'on ne s'accorde plus pour réfléchir, et donc peut-être aussi infléchir le cours des choses.

Ce temps long que tous ceux que j'ai rencontré réclament pour penser, se poser, rencontrer, comprendre, changer.

Ce temps long qu'il faudrait que les médias retrouvent afin que sous les statistiques du chômage, des exclusions, des sans-papier... on puisse découvrir des personnes de chair et d'os, notre voisin, notre ami, et comprendre enfin que ces statistiques n'existent que parce qu'il y a des politiques sociales qui y mènent.

POURQUOI MÉDIATISER LES QUESTIONS SOCIALES ?

De quelle parole médiatique voulons-nous ?

"Le social fait partie de la réalité du monde, au même titre que la politique, l'environnement,... Il fait partie du quotidien, et de ce fait, a autant d'importance que toutes les autres informations qui nous arrivent pendant la journée". C'est la réponse, sans l'ombre d'une hésitation, de la journaliste Martine Vandemeulebroucke à notre question "Pourquoi médiatiser le social ?". A sa suite, Christine Mahy, Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (FWLP) et Nicolas De Kuyssche, Le Forum – Bruxelles contre les inégalités, « diffuseurs » d'une parole sociale, ont pris le temps à leur tour de réfléchir à cette question. Et d'expliquer leur démarche, leur manière de faire, leurs convictions. Interviews croisées.

Pour être nommé, même si...

Christine Mahy annonce directement la couleur : « la relation aux médias, elle n'est pas simple ». Mais, dans la même foulée, elle rassure, elle n'est pas quelqu'un qui tient ce discours « il faut boucher les médias » ! Non, certainement pas. Elle accepte de ne pas tout maîtriser et de jouer le jeu. Sans pour autant faire allégeance au modèle utilisé, mais tout simplement parce que l'intérêt du champ médiatique est d'être dans **un espace occupé par le plus grand nombre et dans des lieux différents**.

« Médiatiser le social, c'est important pour parler à partir de la réalité des populations, ajoute-t-elle. **Pour conquérir des minutes afin de discuter de ce qui touche à l'organisation politique, à la vie des gens, à partir de leur point de vue** ». Et pour cela, il y aurait bien peu d'espace actuellement. « Les émissions sur le travail réalisé dans les services d'urgence, dans les tribunaux... sont pléthoriques. Mais cela consiste davantage en un reality show », estime-t-elle. Et c'est comme cette idée que le RWLP serait grandement présent dans les médias. « On t'entend tout le temps à la radio Christine ! », lui renvoie-t-on. Mais pour elle, il n'en est rien. « Je sais combien de fois je passe la porte d'un studio d'enregistrement et croyez-moi, ce n'est pas souvent, s'amuse-t-elle, cela fait même longtemps que je n'y suis plus allée, vraiment longtemps ».

La proportion de ses passages médiatiques, à la RTBF, par rapport à d'autres personnalités, reste très faible. Ces interviews marquent, selon elle, les esprits des professionnels du social du fait même de leur rareté. A cela s'ajoute un phénomène de découpage journalistique : « à partir d'une seule et même interview radio, le

journaliste morcelle l'émission, reprend des phrases, multiplie le contenu en quelque sorte. Ce qui participe également à un phénomène de surdimensionnement des passages médiatiques. Elle se souvient par exemple de cette phrase « on a envie de vomir quand on voit ce qui se passe chez nous en matière d'asile », épinglée lors de son passage au Grand Oral RTBF-Le Soir sur La Première (17/12/2016) : « L'intérêt est d'écouter l'émission dans son entièreté, cette phrase ne reflète pas le débat qui a eu lieu. Tant mieux ou tant pis, c'est une partie non maîtrisable de la communication », reconnaît-elle.

Pour Nicolas De Kuyssche, médiatiser le social est aussi un incontournable. « Les médias, c'est comme l'air qu'on respire, on ne peut en faire abstraction. Si tu te mets en dehors, ils finiront par s'intéresser à toi et pas forcément de la manière la plus adéquate »... Mais pour lui, il est toujours possible de préparer le terrain, d'éviter les pièges récurrents pour ne pas "subir" les médias, tout en respectant les règles du jeu. « Depuis une quinzaine d'années, une des règles journalistiques est d'avoir des témoins, rappelle-t-il, si on la contourne, on n'a pas de visibilité ». Il se souvient, du temps où il était chargé de communication aux Petits Riens, « les journalistes demandaient toujours des témoins. Au départ, j'étais méfiant. Puis, j'ai constitué un petit carnet de 4 ou 5 personnes, des résidents à la maison d'accueil ou des anciens bénéficiaires qui étaient enchantés de communiquer et qui, en plus, le faisaient bien ». Une manière d'éviter le voyeurisme, le déséquilibre dans la communication puisqu'ils se prêtent volontiers au jeu, en toute connaissance de cause. Le responsable du Forum reste persuadé que dans la plupart des situations, il y a moyen d'éviter les dérapages de la communication – à partir d'un travail de rencontre,



▲ Pour Nicolas De Kuyssche, « Les médias, c'est comme l'air qu'on respire ».

de discussion, de conseil avec les personnes potentiellement interviewées – et permettre, de cette manière, de réunir les conditions pour qu'un réel échange ait lieu. Pour Christine Mahy, rien ne sert cependant de toujours vouloir laisser place au témoignage personnel : « prendre la parole en tant que Réseau wallon de lutte contre la Pauvreté, c'est tenter de partir d'une parole plus collective, avec un point de vue plus politique. C'est essayer d'avoir un impact dans la société civile. Par sa large diffusion, le média a un impact sur le politique, il va éventuellement permettre à une idée de rencontrer l'assentiment d'un grand nombre, que des gens s'y reconnaissent, qu'ils soient plus correctement représentés, nommés. **C'est une forme de rapport de force** », conclut-elle.

Pour sortir de l'entre-soi, bien que...

Elle regrette d'ailleurs de ne pas être davantage invitée dans des émissions radio sur RTL ou encore Vivacité (jamais encore invitée par ce dernier écouté par le plus grand nombre, ndr)... En tant qu'acteur du social, les professionnels auraient pour rôle d'être plus en contact avec le grand public. « Or qui est encore abonné à La Libre, au Soir?, s'interroge-t-elle, **les cartes blanches nous positionnent dans l'entre-nous, nous confortent entre détracteurs qui pensons la même chose** ». Ce n'est pas une raison pour ne plus en rédiger, mais il faut être conscient de leur portée limitée.

Nicolas De Kuyssche pense pareil, « une carte blanche ne suffit plus aujourd'hui » ! D'après lui, l'associatif peine à faire vivre son

point de vue, à mettre sa parole en valeur. Or **son rôle serait d'entretenir des polémiques**. Il s'explique : " les règlements anti-mendicité, les politiques saisonnières relatives au sans-abrisme,... tout cela continue à faire son bonhomme de chemin et provoque, au final, très peu de réactions. Comme si c'était normal, indéboulonnable. Or, à travers son enquête intitulée "Salauds de pauvres" qui pose la question « faut-il que les communes règlementent la mendicité sur leur territoire? », Le Forum se rend compte que la réglementation vient, très souvent, d'un ras-le-bol de groupes de personnes organisées (commerçants, riverains, navetteurs...) qui font pression sur la commune et se font entendre plus que d'autres. D'après lui, dans la commune d'Etterbeek par exemple, il aurait suffi d'un rien pour que la décision de réglementer la mendicité ne se prenne pas... La voix des associations ne serait pas prise en considération dans le débat public parce que trop transparente, voire absente. Résultat : des décisions prises à l'emporte-pièce, sans étude approfondie. « Les professionnels du social se plaignent que leur voix n'est pas prise en considération », résume Nicolas De Kuyssche, **« mais le secteur travaille peu sur la construction de plaidoyers, d'un discours et de sa diffusion auprès de lobbyings, de politiques »**.

Pour quelles raisons ? D'après une étude de la Fondation Roi Baudouin, le secteur social serait l'un des plus frileux à dépenser de l'argent pour ce qui n'est pas concret. Or « c'est essentiel de dégager du temps et de l'expertise », insiste Nicolas De Kuyssche. Il évoque la Fondation Abbé Pierre, une référence selon lui, en termes de communication sociale : « leur cellule 'recherche et communication' – qui a pris de plus en plus d'ampleur au fil des années – est considérée aujourd'hui au même titre qu'une cellule d'action sociale de première ligne. Face au coût qu'elle représentait,

ils ont décidé d'adopter une attitude beaucoup moins frileuse et de la considérer comme un vecteur de transformation sociale». Ce qui leur permet de se donner les moyens, notamment pour faire entendre leur voix dans le cadre des dernières élections présidentielles en France (2017) : la fondation a sorti un manifeste reprenant 15 propositions pour combattre le mal-logement et a organisé une rencontre avec, pour invités, tous les candidats à la présidentielle. Un tel type de dispositif serait tout simplement impensable en Belgique, selon lui.

«Avec le réseau, nous sommes loin d'être dans une proactivité intense, reconnaît Christine Mahy, on ne joue pas des coudes, on ne veut pas tomber dans la communication à tout prix, mais quand on pense que l'enjeu est fondamental, comme l'opération sac de couchage¹, on y va ! Dans ma fonction, c'est par exemple étrange de ne pas twitter, je suis une «anormale» parce que je ne dispose pas de l'information en temps réel... Mais J'aurais l'impression de m'éloigner de ce qu'on cherche à faire en éducation permanente et en termes de rapports de force politique. J'aurais l'impression d'être dans le «il faut communiquer, être là, tout de suite» ! Et cite un exemple, parmi d'autres : un nouveau modèle d'allocations familiales sort en Wallonie, «le jour-même, plusieurs journalistes me contactent pour avoir une réaction. Or nous n'avions pas le recul nécessaire pour nous prononcer, je n'avais pas envie de dire des banalités... A priori, la réduction des inégalités n'était pas prise en compte comme nous l'aurions voulu, mais nous devions rencontrer le cabinet, approfondir la question». Trois semaines plus tard, le RWLP était prêt à communiquer, mais cela n'intéressait déjà plus personne... L'urgence médiatique était passée !

Persévérer, expliquer la complexité

Décidément, pas facile de se faire rencontrer deux temps, voire deux mondes si différents. Et pourtant, des opportunités se dessinent parfois.

La responsable du RWLP se souvient de cette période où «il a fallu tenter de s'imposer dans les médias et en forcer la porte». Porte qui s'ouvrait extrêmement peu... L'élément déclencheur : la première année de l'émission «Viva For Life»². La RTBF avait besoin de prises de paroles sur la pauvreté. Et comme les journalistes n'étaient pas encore fort présents sur ce terrain, ils sont allés vers les acteurs de lutte contre la pauvreté. «En tant que réseau, nous étions ouverts à prendre la parole et à donner quelques relais vers des contacts, des familles. Il y a eu un effet d'emballement cette année-là, se rappelle-t-elle, les journalistes découvrent soudain une nouvelle personne ressource : je sortais du studio TV, un journaliste radio m'attrapait dans les couloirs pour l'interview suivante. De là, j'allais à Louvain-La-Neuve pour parler à des étudiants». Elle ne

refuse pas les prises de parole tout en étant, dès le départ, critique par rapport au concept de l'émission³.

A la suite de cette expérience, l'émission CQFD est créée en radio, sur la Première (invitation de trois acteurs : un journaliste et 2 personnes de la société civile, ndlr). Et Arnaud Ruysen, le présentateur, lui propose d'être une des personnes ressources de la société civile. La connexion avec le monde des médias se poursuit.

« On ne veut pas
tomber dans
la communication
à tout prix... »

Christine Mahy

«J'ai eu beaucoup de retours très positifs suite à la participation à cette émission», confie-t-elle, «il m'arrivait pourtant de dire : «sur ce sujet, je n'y connais rien, mais vu l'endroit de la société civile d'où je parle, voici ce que je peux en dire». Sa manière de dire les choses, de les nommer, **cette forme de simplicité dans la manière d'expliquer la complexité**, fait mouche. Mais qu'est-ce qui plaît, tant du côté des auditeurs que des journalistes?... Au fond, elle arrive à parler de réalités concrètes en les plaçant dans un regard analytique sans pour autant être livresque, académique, ou encore scientifique. Elle apporte une parole différente, à partir du point de vue des gens. Et ce, en toute modestie. «J'ai découvert que je pouvais le faire et m'améliorer au fil du temps, sur le tas, à force de pratiquer». On lui renvoie aussi qu'elle n'est pas langue de bois, qu'elle arrive «à dire des choses dures mais sans agressivité, donc audibles, qui peuvent rassembler».

Win-win parfait?... «Je ne me suis jamais censurée même si je respecte les règles du jeu journalistique, précise-t-elle. Je ne vais pas risquer de me fermer des portes... Et vivre en province constitue clairement un obstacle : la tendance est de regarder qui est tout près des studios, des interviews m'échappent quand la réaction doit être trop immédiate».

L'année suivante, le format de l'émission CQFD se transforme : les sujets abordés collent davantage à l'actualité et les trois invités sont réduits à deux. «Je me suis dit que j'allais être moins invitée, et

1 A l'occasion du congrès des 40 ans des CPAS (Bruxelles, 15 décembre 2016), les militants du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté (RWLP) décident de manifester leur protestation et leur résistance par une mobilisation collective «sacs de couchage» face aux évolutions inquiétantes des politiques sociales qui s'incarnent, notamment, dans les actions des CPAS. <http://www.rwlp.be/index.php/evenements/577-operation-sac-de-couchage-a-l-occasion-du-congres-des-40-ans-des-cpas-bruxelles-15-decembre-2016>

2 «Viva for Life, c'est avant tout une collecte de dons qui implique le plus grand nombre», résume la RTBF sur son site. Et se félicite des résultats : «en 4 ans, ce grand marathon radio multimédia a permis de collecter plus de 9.850.000 euros ! Des dons qui ont été affectés par un jury au soutien de 251 projets au sein d'associations actives dans le secteur de la petite enfance et de la pauvreté en Belgique francophone». https://www.rtb.be/vivacite/emissions/detail_viva-for-life/accueil/article_viva-for-life-choisit-le-brabant-wallon-pour-sa-5e-edition?id=9566094&programId=5973

3 lire à ce sujet l'analyse critique de la 4ème édition de «Viva for life» par Jean Blairon et Christine Mahy, InterMag 2017. <http://www.cbcs.be/Bye-bye-pauvrete-Ou-comment-traiter-des-questions-sociales-autrement>

c'est effectivement le cas!». Le type de formule retenue – ici, être sur l'événementiel – se répercute directement sur le choix des invités. Depuis, c'est un peu le calme plat. La case «pauvreté» donne pourtant cette impression d'être bien remplie par la quantité de témoignages individuels. **Mais pratiquement pas de discours sur la question de la pauvreté à partir des politiques structurelles et de ses conséquences...**



▲ «Je ne me suis jamais censurée même si je respecte les règles du jeu journalistique», précise Christine Mahy

Une militance réactualisée

Alors, comment s'y prendre? Pour le responsable du Forum, il est parfois utile de passer par un premier message plus réducteur pour amener vers la complexité, dans un second temps. "A partir du moment où on ne dépasse pas certaines limites, ce sont les principes même de la communication". C'est la formule appliquée pour le lancement d'un web documentaire intitulé "Les nouveaux pauvres". Afin d'attirer l'attention du plus grand nombre - grand public, professionnels du social et politiques - une bande-annonce est réalisée: "un type qui mendie rue Neuve demande à des passants de tenir son gobelet pour aller "pisser". Une mise en scène sous forme de caméra cachée, mais dont tous les personnages sont des acteurs. La vidéo a fait le buzz sur Facebook et a été vue plus d'un million de fois... «Alors, c'est très bête, reconnaît sans gêne l'initiateur du projet, on utilise toutes les ficelles de la communication putassière, cela réduit carrément le propos, mais on espère, grâce à cette bande-annonce, avoir amené des gens vers le web documentaire. Et du coup, les faire réfléchir sur ce constat: aujourd'hui, 40 % des Bruxellois vivent sous le seuil de pauvreté ou sont à risque d'exclusion sociale».

Ces formes contemporaines de vulnérabilité ont, selon Nicolas De Kuyssche, un fort potentiel d'identification. «Nous avons choisi le format du web documentaire pour permettre une démultiplication du message sans avoir recours à un quelconque diffuseur». Des acteurs plutôt que des témoins, pour leur pouvoir narratif à la portée bien plus universelle, plus forte qu'un témoin d'une situation spécifique. Et puis, un ton qui ne polarise pas, qui est destiné aussi bien à ceux qui votent à gauche qu'à droite, «ce n'est pas idéologique, on est restés un maximum sur les faits. La conclusion est d'ailleurs laissée entre les mains de l'internaute: on présente et on laisse la liberté de discussions».

Bref. Pour Le Forum, **diffuser des campagnes de sensibilisation** de ce type, c'est tout simplement essentiel pour dépasser l'entre-soi des "déjà-convaincus" et parler de la question sociale bruxelloise et des enjeux qui la sous-tendent. **C'est même un acte militant.** Différent de ceux des années septante, c'est évident, mais qui n'aurait finalement rien à lui envier. La militance, c'est quoi? La construction d'un discours qui se veut à contre-courant, diffusé pour que d'autres puissent l'entendre. Une bonne militance aujourd'hui passerait par des campagnes de communication, par de la sensibilisation du grand public en

Les enjeux !

S

Y

T

P

mettant sur le devant de la scène des sujets trop peu traités par les médias, etc. **« C'est de la militance de ma génération, dans le milieu professionnel, affirme-t-il. Ce n'est pas de la militance avec drapeaux et calicots, mais les messages sont aussi forts** même s'ils sont formulés pour ne pas choquer les destinataires potentiels. Parce qu'aujourd'hui, si on veut avoir une parole militante, elle doit répondre à certains standards de la communication », assure-t-il.

La cohérence, avant tout

Christine Mahy applaudit à deux mains l'idée de se donner les moyens de faire des projets de communication de qualité, avec des professionnels du métier (réalisateur, caméraman, photographe, journaliste, ...). Par contre, quand on lui parle de réduire le propos, même si c'est juste pour accrocher le public, alors elle n'est plus d'accord. Selon elle, « il faut y aller avec la force de ce qu'on pense, l'envie de le défendre, pas celle qui va plaire ou séduire. Le RWLP n'a pas envie d'aller vers des contenus plus individualisants, par exemple. J'ai toujours pensé que quand on fait allégeance au modèle utilisé médiatiquement pour séduire, on réduit aussi le propos et on perd une partie de l'âme du propos qu'on tient. **Quand on entre dans les pantoufles d'un modèle de communication 'à la mode', la frontière avec un dérapage du contenu est mince.** ».

Il y a aussi toute cette question de l'appropriation d'un sujet : autant de vues sur le web, et après ?, qu'est-ce que cela signifie ? Même question face à certaines pièces de théâtre-action : on joue la dénonciation de toute une série de constats, et puis ? « J'appelle ça le reality show du théâtre-action... Séduire, le temps d'un soir... Et que fait-on d'un travail de suggestion, de proposition, de perspectives à construire ensemble ?... « Oui, le social doit être plus 'proposant', mais pas à la solde de l'événement médiatique. Cela peut être très dangereux », affirme-t-elle.

Serait-on arrivés dans un cul-de-sac ? Serait-il tout simplement impossible de médiatiser largement la question sociale tout en évitant de se glisser dans le moule de formats et de produits médiatiques qu'on dénonce par ailleurs ? « Non, c'est possible, rétorque la représentante du RWLP, avec conviction. Ce qu'il faut, **c'est préserver la cohérence entre les différents champs d'intervention**, que ce soient des médias de masse, de la télévision communautaire, de la presse associative, des messages réalisés avec les militants, ... Et « rester vigilant sur une série de questions-clé : **« quelle est la dimension collective ? », « quel est l'enjeu politique ? », « quel est le rapport de force ? ». Ce sont toutes ces questions qui se retrouvent derrière ce qui nous anime, insiste-t-elle.**

En d'autres mots, l'essentiel est de toujours **partir du même cadre de pensée, peu importe le support, finalement.** « Je prends les médias comme un outil pour créer le collectif, faire « politique » au sens noble du terme et créer le rapport de force. Après, l'impact médiatique est aussi lié à la véritable présence de terrain », ajoute-t-elle. Et elle fait remarquer combien il est **« extrêmement rare de voir un chroniqueur du social invité autour de la table »** (si ce n'est Edgar Szoc, mais par la porte de l'humour, ndlr). Il pourrait pourtant avoir la capacité de démonter régulièrement ce qui est dit. Non pas en usant d'une quelconque idéologie, mais **juste en s'aidant de la réalité du travail social.** Il y a malheu-

reusement une sous-représentation de ce type de discours dans les médias actuels. Il suffit d'ailleurs de jeter un œil sur le profil des chroniqueurs qui défilent sur les plateaux de télévision ou de radio : ce sont des journalistes qui répondent à d'autres journalistes de bords différents ou avec les mêmes types de formation - avocats, humoristes, écrivains... et qui finissent d'ailleurs par saturer l'espace médiatique...

« A quand une
agence de conseil
en communication
consacrée au social
à Bruxelles ? »

Nicolas De Kuyssche

« Un métissage entre chroniqueurs du social et journalistes n'existe pas. Des gens du social qui deviendraient des chroniqueurs, invités à réagir ? On n'y est pas !, ironise-t-elle, or ce sont des personnes qui ont une sacrée influence.

Les « méchants médias » : tristement réducteur ?

Nicolas De Kuyssche poursuit en ce sens : « les politiques, les cabinets sont tellement accrochés à l'actualité, à ce qui sort dans les journaux que **les médias traditionnels restent un levier par lequel il faut passer pour faire pression, prévenir, orienter une prise de décision...** ».

Pour lui, les professionnels du social auraient surtout une **réticence à travailler avec les médias par méconnaissance et par manque d'expertise.** « Ils ne savent pas comment adresser leur message et comment éviter qu'il ne soit travesti par le journaliste qui fait l'enquête ». Or, d'après lui, si on sollicite directement les journalistes sur un sujet à traiter, il y aurait non seulement moyen de les imposer à l'agenda médiatique, mais aussi d'y intéresser les journalistes et leurs lecteurs. Mais cela nécessiterait un peu de proactivité : rencontres avec les rédactions, avec les journalistes pour leur expliquer le sujet en profondeur ; fournir des carnets de contacts d'experts à interviewer, ... « Au fond, on leur donne le reportage, clé sur porte », résume-t-il. Et selon lui, cela fonctionne : plusieurs médias ont fait leur « une » sur la question des réglementations communales sur la mendicité, au moment de la sortie du web documentaire « Salads de pauvres », réalisé par Le Forum.

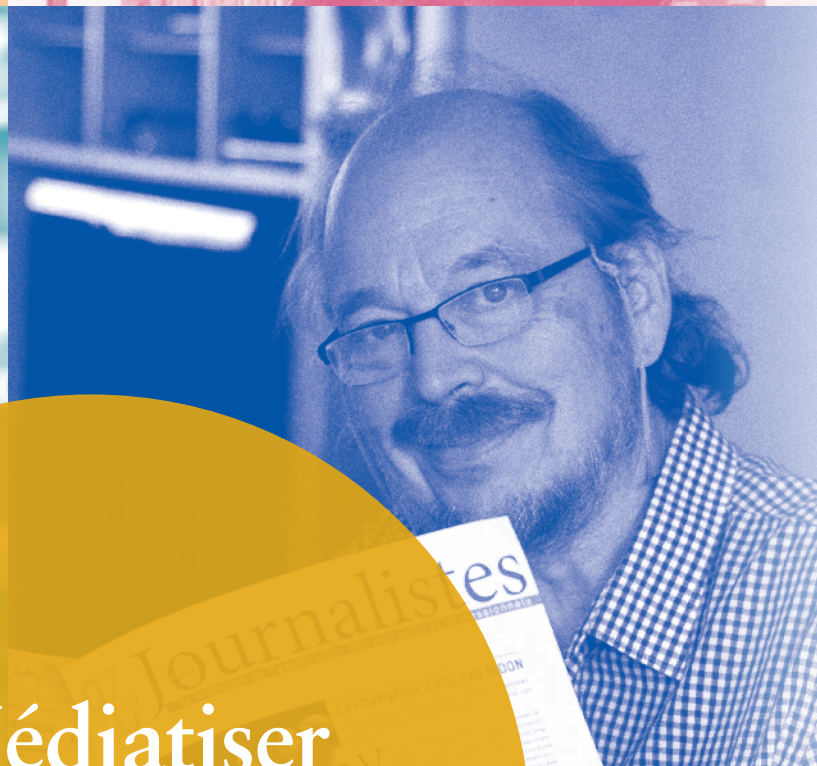
Et qu'on ne vienne surtout pas lui parler de ces « méchants médias » : « Les journalistes ont très souvent une bienveillance par rapport à ces sujets parce qu'ils savent qu'on n'est pas aussi habiles, nous, société civile, que des politiciens pour défendre notre

idée. Mais aussi parce qu'ils voient un côté vertueux dans notre action et ont conscience que ce sont des sujets délicats pour lesquels il y a peu d'experts. Ils vont donc souvent adopter une attitude moins frontale pour ne pas risquer de perdre leur contact, au contraire d'un homme politique que le journaliste considère comme un expert en communication ».

Au-delà de la manière de médiatiser les questions sociales, tant du côté du RWLP que du Forum, l'idée serait de solliciter davantage les médias, de collaborer avec eux **pour sortir de l'ombre et porter une parole sociale dans les débats publics...** « Mais c'est un vrai métier », prévient Nicolas De Kuyssche, « et nous manquons cruellement à Bruxelles d'une agence de conseil en communication qui se consacrerait au social ».

« Ce qu'il faut, c'est préserver la cohérence entre les différents champs d'intervention, que ce soient des médias de masse, de la télévision communautaire, de la presse associative, des messages réalisés avec les militants... Et « rester vigilant sur une série de questions-clé: « quelle est la dimension collective ? », « quel est l'enjeu politique ? », « quel est le rapport de force ? ». Ce sont toutes ces questions qui se retrouvent derrière ce qui nous anime, insiste Christine Mahy. »

Conclusion



« Médiatiser
le social : un
incontournable ! »



“COMPRENDRE ne pas juger”*

S'il y a bien une idée autour de laquelle tout le monde s'accorde, c'est celle-ci : **médiatiser le social est un incontournable!** "Parce que les questions sociales font partie des enjeux de société, ce serait un manque au fonctionnement démocratique de ne pas en parler", rappelle André Linard. Or, dans la réalité, force est de constater que **les journalistes ont une fâcheuse tendance à le contourner**. Tout en se défendant de le faire! Mehdi Kelfat, journaliste radio Première: "Toute l'information est un espace pour les questions sociales, sauf qu'il n'est pas attitré, ce n'est pas une case associative. Il n'y a pas de "ghetto des associations", c'est l'actualité qui décide de ce qu'on va faire". On lui préfère donc les termes "Tendances", "Société", "Politique"... au risque de brouiller un peu les pistes. Ma foi, si ce n'est qu'une histoire de cases...

Une information sociale de qualité ?

Les conséquences sont cependant plus profondes: le déclasserement éditorial du social, couplé à un basculement dans une forme de négativité là où hier encore il incarnait une idée de "progrès social". (Marc Sinnaeve, p.6) - entraînerait un traitement de l'information trop souvent **en surface**. C'est ici que les enjeux se corsent. En effet, **comment développer un journalisme social de qualité** - qui replace l'actualité sociale dans un contexte global et politisé - alors que l'espace qui lui est réservé est toujours plus flou et plus étroit? Est-il possible d'avoir une information sociale problématisée dans les grands médias d'information? Comment intéresser l'opinion publique à telle problématique sociale: la rendre attrayante, voire sexy? Ou plutôt effrayante (du style, "vous aussi vous pourriez vivre à la rue demain...)? **Jusqu'où aller et pour quelles raisons?** Comment sortir de l'entre-soi?

Toutes ces questions, le CBCS, en tant que diffuseur d'informations sociales à destination des professionnels de l'action sociale - **mais pas que** - se les pose au quotidien depuis bien longtemps. Plus récemment, la diffusion du webdocumentaire "Les nouveaux pauvres" par le Forum -Bruxelles contre les inégalités, des analyses associatives sur la question des médias et du social (Intermag, SAW-B,...), les colères et déceptions partagées à répétition entre partenaires associatifs sur le traitement médiatique de telle ou telle information sociale, de telle opinion dans la presse,... ont fini par

nous convaincre d'en faire un dossier. Et d'aller jeter un oeil de l'autre côté du mur "non marchand". Les journalistes interviewés, souvent passionnés par leur profession, ont levé le voile sur une série de difficultés majeures : **précarisation du métier**, désenchantement par rapport à une profession aux **marges de liberté rabotées** sur fond de crise des médias, de diktats d'instantanéité, de productivité, de technicisation à outrance, de dépolitisation... Avec pour résultats, une qualité d'information qui baisse, inévitablement.

Un temps qui se resserre...

Bien entendu, ces situations de travail - en certains points comparables à celles vécues dans le non-marchand : les politiques néolibérales ont visiblement de larges tentacules... - n'excusent pas tout. Par contre, se rendre compte des limites et des freins rencontrés par les uns et les autres permet de mieux se comprendre. Et, tant du côté du journaliste que du travailleur social, de faire son autocritique. Pour l'associatif, laisser le journaliste faire son travail, "c'est accepter qu'il recadre, précise, commente, élimine, vérifie, nuance et critique nos propos. [Même si c'est] un exercice difficile quand on a l'impression de lutter pour la bonne cause et d'être implacable en la matière".¹ C'est aussi éviter l'amalgame entre presse et publicité : "notre job est d'informer le grand public, pas de nous mettre à son service pour lui permettre de communiquer et de faire passer ses idées", rappelle Benoît Feyt, journaliste à la RTBF. Ne pas exiger que la moindre information sociale soit problématisée, même quand le format journalistique ne s'y prête pas : un sujet traité en une minute, voire une minute trente au journal télévisé n'aura pas pour prétention de faire une analyse de la problématique.

*Maxime de Simenon, reprise par le magazine Wilfried comme son "Etoile polaire" (voir son site web : "à propos de...").

C'est ici qu'une autre question centrale se dessine, celle **du temps consacré à l'information**. "La question du temps est capitale pour le journaliste, mais aussi pour la question sociale, nous confiait Hugues Dorzée, rédacteur en chef du magazine « Imagine Demain le monde ». **Parce que le temps du travail social est un temps lent qui nécessite du recul, de la compréhension, de la complexité et de la nuance, ce que les médias n'ont plus le temps de faire**". Bien sûr, accorder plus d'espace aux sujets sociaux ne résoudra pas tout, mais les journalistes, pris dans une telle course contre la montre - de plus en plus effrénée - ne courent-ils pas vers un grand sprint à l'absurde ? Peut-on envisager de prendre vraiment le temps de "faire de l'actualité autrement" parce qu'on ajoute quatre à cinq minutes pour traiter un sujet ? Jusqu'où sacrifier les contenus au nom de la brièveté ?

La presse "de niche" comme tremplin ?

Pour la presse écrite, en tous les cas, le chemin actuel ne serait clairement pas le bon. A la sortie du premier numéro du nouveau magazine Wilfried², en juin 2017, le journaliste François Heureux interroge François Brabant, rédacteur en chef : "n'est-ce pas un peu une folie de sortir un nouveau titre de presse dans un tel contexte de crise ? Quid de la viabilité économique du projet (sur base d'un financement participatif, ndr) ?". "On s'y accroche parce que cela fait sens", lui répond-il simplement. Tout est dit. Ce format long illustre la nécessité - tant pour les journalistes que pour les lecteurs - **de respirer, de prendre le temps d'une analyse globale sur la société**. De s'inscrire dans un format qui permet d'aller au-delà d'une simple juxtaposition des faits.

Parallèlement à Wilfried, d'autres magazines papier ont récemment vu le jour - Médor, 24h01,... sur le modèle des Mooks français - et semblent vouloir lutter également contre cet appauvrissement des formats journalistiques, regagner une liberté perdue, résister aux diktats de l'économie publicitaire tout en offrant de bonnes conditions de travail. Avec des hauts et des bas.³ Mais peu importe puisqu'il est fondamentalement question de sens et de survie... "La question de la rémunération des journalistes est capitale, c'est cependant un paradoxe, fait remarquer Hugues Dorzée, ce sont les petits éditeurs qui rémunèrent le mieux !" Ces magazines, médias de niche ou alternatifs, auraient donc **un rôle d'aiguilleur, d'attiseur pour faire du journalisme autrement, pour redonner le goût d'une lecture politisée de la société** ?

Pour Marc Sinnaeve, les revues telles que « 24h01 », « Médor »,⁴... resteraient dans une approche dépolitisée de l'information : **ils ne sont pas porteurs d'une critique sociale**, ils s'inscrivent

plutôt dans un journalisme traditionnel avec des formats très esthétisants, des sujets originaux, des cadrages intéressants, voire un nouveau type d'écriture". L'aspect positif : sortir de ces cadrages formatés, porteurs des logiques de la communication au service du pouvoir dominant. Le bémol : le sujet risque parfois d'être noyé dans des effets de forme... Parallèlement à ces magazines, il existe bien des revues politisées telles que la presse d'organisations (« Démocratie » (MOC), « Agir par la Culture » (PAC),...) ou encore « Imagine Demain le monde »... "Mais même si on nous mettait bout à bout [presse associative, de niche,...], on est loin de faire le poids face à des quotidiens comme La « Dernière Heure » ou « Le Soir », précise Hugues Dorzée, "ils restent les plus lus".

Repérer les « survivants », négocier

Pour cette raison, il n'y aurait pas mille et une pistes pour médiatiser le social aujourd'hui : "les médias **traditionnels, avec tous leurs défauts, [resteraient] le meilleur moyen pour toucher le plus grand nombre**". (Martine Vandemeulebroucke, p. 19) En sachant que dans ces médias de masse, il y a de très bons journalistes qui sont frustrés de ne pouvoir aller plus loin... **Les professionnels du social auraient donc un rôle à jouer : favoriser un journalisme de contenus** à travers ces rares journalistes qui parviendraient encore à établir un rapport de force. Peut-être en existeraient-ils encore du côté des sujets **"Santé"**, plus porteurs que le social... Autre piste à ne pas négliger, selon Hugues Dorzée, c'est **la presse écrite régionale**. Côté télévision, ce sont aussi les magazines multi thématiques du type "Tout s'explique" (RTL) qui « visent le grand public et font du bon magazine populaire » qui sont à exploiter, selon Marc Sinnaeve. Mais dans tous les cas, l'enjeu est "la négociation : faire valoir son expertise associative pour arriver à une relative égalité dans la relation, pour éviter d'être instrumentalisé".

Et enfin : **utiliser les réseaux sociaux pour démultiplier la diffusion d'un sujet social à partir de « niches »**. « Pourquoi les stratégies de communication ne serviraient qu'au capitalisme et à ceux qui les ont créées pour s'enrichir ? », s'exclame Marc Sinnaeve, pourquoi les minorités agissantes ne se serviraient-elles pas de cette puissance ? ». Investir dans un réseau, utiliser la presse alternative et les réseaux sociaux, faire un buzz pour donner peut-être l'idée aux grands médias de faire un sujet social, autant de pistes à exploiter sans complexe et sans rien à perdre, selon le professeur de l'IHECS. Se donner les moyens pour faire des projets de communication de qualité, c'est aussi l'avis de Nicolas De Kuyssche (Forum-Bruxelles contre les inégalités) et de Christine Mahy (FWLP). Par contre, la question du **"jusqu'où aller dans ce**

1 Extrait de l'article "Médias et non-marchand : je t'aime, moi non plus", par Céline Gautier, dans Alter Echos n°414-415, décembre 2015.

A lire en ligne : <http://www.alterechos.be>

2 Sur le site web de Wilfried, on peut lire : "Wilfried est un magazine qui a pour ambition de raconter la politique belge à la manière d'un roman. Indépendant de tous les pouvoirs, il est appelé à paraître tous les quatre mois. La périodicité résulte d'un pari : s'éloigner de l'actualité, se distancier des « hot news », pour mieux s'incorporer dans la réalité et ausculter les courants profonds du siècle.

3 "Le nœud, c'est toujours la question économique", rappelait André Linard, ancien journaliste. "Que ce soit pour un journal comme Le Soir ou un média comme 24h01, la question est la même... Parce que l'information journalistique - même celle en accès gratuit sur le web - a un coût ! Et bien entendu, mieux elle est faite, plus le coût est élevé... Alors, avec quoi couvre-t-on ce coût ?" ... A titre d'exemple, lire l'article "Condamné, le magazine 20h01 peut à nouveau y croire", dans La Libre Belgique, 29 et 30/07/2017.

4 Au moment de l'interview (février 2017), le magazine "Wilfried" n'était pas encore sorti.

rôle de préparateur et d'aiguilleur de l'information sociale ?

Et que sacrifier ?", divise davantage. Ne risque-t-on pas de rendre la frontière floue entre travail social, chargé de communication et journaliste ? Voire d'empiéter sur le travail journalistique ? Comment trouver le temps de pratiquer ce nouveau métier dans un social déjà saturé ? Manque-t-il d'agences de conseil en communication, comme le suggère le directeur du Forum-Bruxelles contre les inégalités ? A quand d'autres forces de propositions lancées vers les médias généralistes pour témoigner, analyser, nuancer, complexifier le propos ? Peut-on sans cesse critiquer les médias traditionnels sans se "mouiller" pour réinventer ensemble de meilleures façons de transmettre les diverses formes de précarités ?... Pour Christine Mahy, le format importe peu, "l'essentiel est [d'utiliser] les médias comme un outil pour créer le collectif, faire « politique » au sens noble du terme et créer le rapport de force. Après, l'impact médiatique est aussi lié à la véritable présence de terrain », rappelle-t-elle. Médiatiser le social pour le repolitiser sur le terrain, c'est peut-être un enjeu qui en vaut la peine ?

Médias généralistes : pauvre débat public...

"Passer par les politiques ministérielles, c'est la seule porte ouverte pour médiatiser le social dans les médias généralistes", affirme Marc Sinnaeve. Avec un inconvénient de taille : "vous ne pouvez passer dans la presse qu'en réaction à une décision politique. En d'autres termes, vous vous inscrivez déjà dans un rapport subordonné à un agenda politico-médiatique défini en dehors de vous ».

Ce qui participe sans doute à la frustration de ne pas être médiatisé sur les aspects plus constructifs du travail social... Et si Marc Sinnaeve se réjouit que « le débat public existe encore dans certaines pages « opinion/débat », il reste perplexe : « comment se fait-il que ce ne soit plus le journaliste qui organise lui-même ce débat public ? Pourquoi ne tient-on absolument pas compte de ce qui est dit dans ces pages dans le reste du journal ? ». Autrement dit, on fait coexister deux mondes - une problématisation intéressante d'un côté ; l'information de l'autre - qui s'ignorent totalement, résume-t-il.

- A.N.A.I.S.
- ABAKA ASBL
- ACCOMPAGNER
- AIDE AUX FAMILLES DE SCHAERBEEK
- AIDE FAMILIALE - BRUXELLES ASBL
- AIDE SOCIALE AUX FAMILLES ET PERSONNES AGÉES DE KOEKELBERG
- AIMER À L'ULB
- AIMER JEUNES
- ALTEO BRUXELLES
- ALZHEIMER BELGIQUE
- ANTENNE TOURNESOL
- ARÉMIS ASBL
- ASSOCIATIF FINANCIER
- ASSOCIATION DES CENTRES ET SERVICES BRUXELLOIS POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION DES ERGOTHÉRAPEUTES
- ASSOCIATION DES SERVICES D'ACCOMPAGNEMENT POUR PERSONNES HANDICAPÉES
- ASSOCIATION FRANCOPHONE D'AIDE AUX HANDICAPÉS MENTAUX
- ASSOCIATION NATIONALE DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES
- ATOLL
- BRUXELLES - ASSISTANCE - IIIÈME MILLÉNAIRE
- BRUXELLES LAÏQUE
- BUREAUX DE QUARTIERS
- C.A.P. - I.T.I
- CANCER ET PSYCHOLOGIE
- CENTRALE DE SERVICES ET DE L'AIDE À DOMICILE
- CENTRALE DES SERVICES À DOMICILE DE BRUXELLES - CSD ASBL
- CENTRE BRUXELLOIS D'ACTION INTERCULTURELLE
- CENTRE BRUXELLOIS DE PROMOTION DE LA SANTÉ
- CENTRE D'APPUI - MÉDIATION DE DETTES
- CENTRE DE CONSULTATIONS CONJUGALES ET DE PLANNING FAMILIAL DU KARREVELD
- CENTRE DE CONSULTATIONS FAMILIALES ET SEXOLOGIQUES
- CENTRE DE DOCUMENTATION ET DE COORDINATION SOCIALES
- CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBEEK
- CENTRE DE GUIDANCE D'IXELLES
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL D'AUDERGHEM - LE CAFRA
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL DU MIDI
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE DE FOREST
- CENTRE DE PLANNING FAMILIAL ET DE SEXOLOGIE D'IXELLES
- CENTRE DE PRÉVENTION DES VIOLENCES CONJUGALES
- CENTRE DE PSYCHO-ONCOLOGIE ASBL
- CENTRE DE SANTÉ LE GOELAND
- CENTRE DE SANTÉ LE MIROIR
- CENTRE DE SANTÉ MENTALE 'L'ADRET'
- CENTRE DE SERVICE SOCIAL DE BRUXELLES SUD - EST
- CENTRE FAMILIAL DE BRUXELLES
- CENTRE MEDICAL ENADEN
- CENTRE SÉVERINE
- CENTRES DE COORDINATION DE SOINS ET DE SERVICES À DOMICILE INDÉPENDANTS ASBL - COSEDI
- CHAPELLE AUX CHAMPS
- CITÉ SÉRINE
- COLLECTIF CONTRACEPTION SANTÉ DES FEMMES
- COLLECTIF DE SANTÉ LA PERCHE
- COORDINATION BRUXELLOISE DES INSTITUTIONS SOCIALES ET DE SANTÉ
- COORDINATION LAÏQUE DE L'ACTION SOCIALE ET DE SANTÉ
- COULEURS SANTÉ
- CSAD (CENTRE DE SERVICES ET D'AIDE À DOMICILE)
- CSC-CNE
- DOUCHEFLUX
- DUNE
- ENEO, MOUVEMENT SOCIAL DES AÎNÉS
- ENTR'AIDE DES MAROLLES
- ENTRE2
- EQUIPES D'ENTRAIDE
- ESPACE P
- ESPACE RENCONTRE BRUXELLES ASBL
- ESPACE SOCIAL TÉLÉ-SERVICE
- FACULTÉ D'AIMER
- FASS
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE DES MAISONS MÉDICALES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES INSTITUTIONS POUR TOXICOMANES
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE FRANCOPHONE DES ORGANISMES D'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE
- FÉDÉRATION BRUXELLOISE PLURALISTE DE SOINS PALLIATIFS ET CONTINUS (F.B.S.P. ASBL)
- FÉDÉRATION DE CENTRES PLURALISTES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS SIMILES FRANCOPHONES ASBL
- FÉDÉRATION DES CENTRES DE SERVICE SOCIAL MUTUALISTES BRUXELLOIS
- FÉDÉRATION DES INITIATIVES ET ACTIONS SOCIALES
- FÉDÉRATION DES INSTITUTIONS MÉDICO-SOCIALES
- FÉDÉRATION DES MAISONS D'ACCUEIL ET DES SERVICES D'AIDE AUX SANS-ABRI ASBL
- FÉDÉRATION DES MAISONS DE JEUNES EN MILIEU POPULAIRE
- FÉDÉRATION DES SERVICES BRUXELLOIS D'AIDE À DOMICILE
- FÉDÉRATION DES SERVICES SOCIAUX
- FÉDÉRATION FRANCOPHONE DES INITIATIVES D'HABITATIONS PROTÉGÉES
- FÉDÉRATION LAÏQUE DE CENTRES DE PLANNING FAMILIAL
- FÉDÉRATION NATIONALE DE PROMOTION DES HANDICAPÉS
- FÉDÉRATION SOCIALISTE DES PENSIONNÉS
- FGTB- SETCA BRUXELLES
- FONDS DES AFFECTIONS RESPIRATOIRES
- FONDS DU LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
- FONDS JULIE RENSON
- FORUM BRUXELLOIS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ
- FREE CLINIC
- GRANDIR ENSEMBLE
- GROUPEMENT BELGE DES OMNIPRATICIENS
- GROUPE SANTÉ JOSAPHAT
- HAUTE ECOLE CATHOLIQUE CHARLEROI-EUROPE - INSTITUT CARDIJN
- HAUTE ECOLE GROUPE ICHEC - ISC SAINT-LOUIS - ISFSC, CATÉGORIE SOCIALE
- HAUTE ECOLE LIBRE DE BRUXELLES ILYA PRIGOGINE - DÉPARTEMENT SOCIAL
- HAUTE ECOLE PAUL-HENRI SPAAK - DÉPARTEMENT SOCIAL
- INFOR-DROGUES
- INFOR-HOMES
- INTERSTICES CHU ST-PIERRE
- JEUNES SCHAERBEEKOIS AU TYRAVAIL ASBL
- LA TRACE
- L'AMBULATOIRE - FOREST
- LE CHIEN VERT
- LE GRES
- LE MERIDIEN
- LE NOROIS
- LE NOUVEAU CENTRE PRIMAVERA
- LE PATIO
- LE PELICAN
- LE SAS
- LE TROISIÈME OEIL
- L'ENTRE-TEMPS
- L'EQUIPE/BABEL
- L'ESCALE
- LIGUE BRUXELLOISE FRANCOPHONE POUR LA SANTÉ MENTALE
- LIGUE DES FAMILLES
- LIRE ET ECRIRE BRUXELLES
- MAISON MÉDICALE ASBL (FOREST)
- MAISON MÉDICALE D'ANDERLECHT
- MAISON MÉDICALE DE LAEKEN
- MAISON MÉDICALE DES MAROLLES
- MAISON MÉDICALE DU BOTANIQUE
- MAISON MÉDICALE DU MAELBEEK - ASBL PROMOTION SANTÉ
- MAISON MÉDICALE DU NORD
- MAISON MÉDICALE DU VIEUX MOLENBEEK
- MAISON MÉDICALE ESSEGHEM
- MAISON MÉDICALE GALILÉE
- MAISON MÉDICALE HORIZONS
- MAISON MÉDICALE KATTEBROEK
- MAISON MÉDICALE LE NOYER
- MAISON MÉDICALE SANTÉ PLURIELLE
- MÉDECINS DU MONDE BELGIQUE
- MODUS VIVENDI
- MONDE DES SPÉCIALISTES
- MUTUALITÉ SAINT-MICHEL
- PARTENAMUT
- PERSPECTIVE ASBL
- PIERRE D'ANGLE
- PLAN F
- PLANNING FAMILIAL DE LA SENNE
- PLANNING FAMILIAL DE WATERMAEL BOITSFORT
- PLANNING FAMILIAL DE WOLUWÉ-SAINT-PIERRE
- PLANNING FAMILIAL D'EVERE
- PLANNING FAMILIAL LEMAN
- PLANNING MAROLLES
- PLATEFORME FRANCOPHONE DU VOLONTARIAT
- PROJET LAMA
- PROSPECTIVE JEUNESSE
- PSYCHO-ETTERBEEK
- QUESTION SANTÉ
- R.A.T.
- RÉSEAU HÉPATITE C BRUXELLES ASBL
- SERVICE DE SANTE MENTALE DE L'UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE FOREST-UCCLE-WATERMAEL-BOITSFORT
- SERVICE DE SANTE MENTALE SECTORISE DE SAINT-GILLES
- SERVICE LAÏQUE D'ACCOMPAGNEMENT ADMINISTRATIF - AIGUILLAGES
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX JUSTICIAILES ET AUX VICTIMES B II - SLAJ-V ASBL
- SERVICE LAÏQUE D'AIDE AUX PERSONNES
- SERVICE POUR LA TRANSFORMATION, L'INNOVATION ET LE CHANGEMENT SOCIAL
- SERVICE SOCIAL JUIF
- SESO
- SMES-B
- SOINS À DOMICILE ASBL
- SOINS CHEZ SOI (ACCOORD)
- SOLIDARITÉ
- SOLIDARITÉ SAVOIR
- SOS JEUNES
- SOS VIOL
- SSM CHAMP DE LA COURRONNE
- TÉLÉ - ACCUEIL
- TELS QUELS
- TRANSIT ASBL
- ULYSSE
- WOLU-PSYCHO-SOCIAL (WOPS)
- WOLU-SERVICES



Avec le soutien de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Lire plus sur www.cbcs.be

La presse associative a aussi besoin d'abonnés

Alain Willaert, CBCS asbl, juillet 2017

La presse commerciale bénéficie d'aides publiques. Aux mêmes conditions que n'importe quelle autre entreprise marchande. La presse associative bénéficie elle aussi, et c'est heureux, du soutien des pouvoirs publics. Mais qu'elle soit commerciale ou associative, la presse professionnelle ne peut se passer de lectorat. Et dans la plupart des cas, d'abonnés payants pour boucler les budgets...

Comment naissent les problèmes sociaux ?

Analyse de Jacques Moriau, CBCS asbl, juillet 2017

Sortir les SDF de la rue, empêcher la consommation de stupéfiants, remédier au décrochage scolaire... Par quel processus ces situations accèdent-elles au statut de problèmes publics ? Comment deviennent-elles des « problématiques sociales » ? Eclairages sur le poids, les jeux et responsabilités partagées d'une diversité d'acteurs - médias, scientifiques, acteurs de terrain, citoyens... - autour d'un problème social, avant même qu'il soit véritablement né.

